



Bases statistiques et produits généraux

022-2100

Mémento statistique de la Suisse 2021



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10

CH-2010 Neuchâtel

Renseignements:

Téléphone +41 58 463 60 11

info@bfs.admin.ch

Commandes de publications:

Téléphone +41 58 463 60 60

www.statistique.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (–) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Un chiffre entre crochets [] signifie: coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique).

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique

Section diffusion et publications

Mars 2021. Paraît en français, allemand,

italien, romanche et anglais.

Rédaction:

Etienne Burnier

Graphiques, mise en page:

Daniel von Burg, Etienne Burnier

Cartes:

ThemaKart (OFS)

Traduction:

Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture:

Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;

Photo: © prasit – Stock.adobe.com

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-2100

ISBN:

978-3-303-00662-7

Table des matières

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

Chères lectrices, chers lecteurs,

Cette nouvelle édition du Mémento statistique de la Suisse, la publication-phare de l'OFS déclinée en cinq langues (français, allemand, italien, romanche et anglais) poursuit sa mission d'informer un large public des dernières tendances et données dans les principaux thèmes de la statistique fédérale.

Parmi les quelques changements notoires de la présente édition, nous pouvons mentionner les infrastructures de transport dans le chapitre Mobilité et transports, qui présente désormais des données sur les routes et les autoroutes, au lieu des routes nationales et cantonales précédemment.

Le chapitre Culture, médias et société de l'information poursuit quant à lui sa mue en proposant un texte sur les pratiques culturelles et un autre sur l'économie culturelle. Par ailleurs, il est intéressant de constater que le paysage cinématographique suisse a largement évolué entre le tout début du millénaire et 2019. En effet, le cinéma suisse continue à prendre de l'importance : la part des films suisses exploités dans notre pays a passé de 5 à 15% en une quinzaine d'années.

Outre sa mission de base de produire et de diffuser des informations statistiques de haute qualité, en se concentrant sur l'utilisation multiple des données existantes dans le but d'alléger la charge des fournisseurs de données, l'OFS fait face à de nouveaux défis. L'un concerne les données elles-mêmes, qui doivent devenir plus visibles et accessibles, et l'autre consiste à explorer le potentiel des données en complétant les méthodes statistiques par des méthodes innovantes en matière de science des données grâce aux principes de l'intelligence artificielle.

L'année 2020 a été mondialement difficile en raison de la pandémie, et l'OFS s'est également adaptée en assurant la production des statistiques centrales pour notre pays tout en répondant à une demande particulièrement intense d'informations statistiques de la part des médias et de différents publics. Parallèlement, les étapes à venir ont été définies dans le programme pluriannuel de la statistique fédérale 2020–2023 et dans la nouvelle stratégie opérationnelle.

Visitez également notre site internet www.statistique.admin.ch pour y trouver toutes les informations dans tous les domaines de la statistique fédérale.

Bonne lecture!

Georges-Simon Ulrich

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, mars 2021

Population résidante permanente dans les cantons, en 2019

A la fin de l'année	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 2010–2019 en %
Suisse	8 606,0	25,3	84,8	215,2	9,4
Zurich (ZH)	1 539,3	27,1	99,3	926,8	12,1
Berne (BE)	1 039,5	16,6	74,7	178,0	6,1
Lucerne (LU)	413,1	18,8	63,9	289,1	9,4
Uri (UR)	36,7	12,6	88,6	34,7	3,6
Schwytz (SZ)	160,5	21,9	82,1	188,5	9,4
Obwald (OW)	37,9	14,7	27,6	78,9	6,6
Nidwald (NW)	43,1	14,8	50,5	178,5	5,0
Glaris (GL)	40,6	24,2	76,7	59,6	5,1
Zoug (ZG)	127,6	28,3	100,0	616,2	12,9
Fribourg (FR)	321,8	22,8	74,8	202,0	15,5
Soleure (SO)	275,2	22,9	85,9	348,2	7,8
Bâle-Ville (BS)	195,8	36,6	100,0	5 300,2	5,9
Bâle-Campagne (BL)	289,5	23,1	97,6	559,2	5,5
Schaffhouse (SH)	82,3	26,1	89,7	276,2	7,8
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	55,4	16,5	76,6	228,3	4,6
Appenzell Rh.-Int. (AI)	16,1	11,3	0,0	93,5	2,8
Saint-Gall (SG)	510,7	24,4	82,4	261,8	6,6
Grisons (GR)	199,0	18,8	44,9	28,0	3,3
Argovie (AG)	685,8	25,3	85,0	491,6	12,2
Thurgovie (TG)	279,5	25,2	67,0	323,9	12,5
Tessin (TI)	351,5	27,6	92,8	128,2	5,3
Vaud (VD)	805,1	33,0	89,6	285,4	12,9
Valais (VS)	345,5	22,6	78,9	66,3	10,5
Neuchâtel (NE)	176,5	25,3	87,8	246,3	2,6
Genève (GE)	504,1	40,0	100,0	2 050,8	10,1
Jura (JU)	73,6	14,7	53,7	87,8	5,1

Population résidante permanente dans les grandes villes, en 2019

	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 2010–2019	en milliers	Croissance en % 2010–2019
Zurich	420,2	12,7	1 401,8	12,2
Genève	204,0	8,8	603,2	10,7
Bâle	173,2	6,1	552,9	6,1
Lausanne	139,4	9,1	427,9	12,8
Berne	134,6	8,2	422,1	7,6
Winterthour	113,2	11,7	145,1	11,2
Lucerne	82,3	6,2	233,5	8,2
St-Gall	76,1	4,3	167,6	4,4
Lugano	62,6	3,9	150,2	6,3
Bienne	55,6	8,6	107,8	8,4

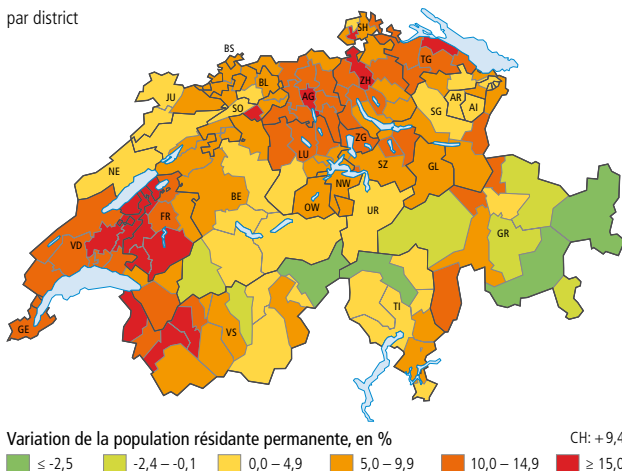
La population est majoritairement citadine

En 2019, la part de la population vivant dans les espaces à caractère urbain (espace des centres urbains et espace sous influence des centres urbains) atteint 84,8%. Près de la moitié de cette population urbaine habite dans l'une des cinq plus grandes agglomérations de Suisse (Zurich, Genève, Bâle, Berne et Lausanne).

La croissance démographique en 2019 dans les espaces à caractère urbain est plus marquée que dans ceux hors influence des centres urbains (2019: +0,8% contre +0,5%).

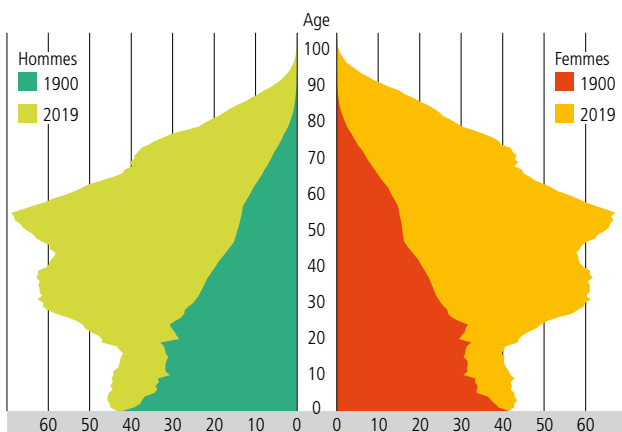
Croissance démographique, de 2010 à 2019

par district



Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées (65 ans ou plus) a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges 2019 présente une forme élargie vers le haut, les générations 1940 à 1971 étant ici prédominantes. Elles font face à une génération de jeunes moins importante. La part des 65 ans ou plus devrait passer de 18,7% en 2019 à 25,6% en 2050.

Enfants nés vivants, en 2019

Total	86 172
Garçons pour 100 filles	104,9
Part des enfants nés hors-mariage en %	26,5
Nombre d'enfants par femme ¹	1,5

1 Nombre moyen d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité par âge observés durant l'année sous revue

Décès, en 2019

Total	67 780
Age au décès	
0–19 ans	459
20–39 ans	784
40–64 ans	7 146
65–79 ans	17 245
≥ 80 ans	42 146

Migrations internationales, en 2019

Immigration	169 573
dont étrangers	145 608
Emigration	126 221
dont étrangers	94 859
Solde migratoire	43 352
Suisses	–7 397
Etrangers	50 749

Migrations internes², en 2019

Total arrivées et départs	517 734
----------------------------------	----------------

2 Migrations intercommunales exclusivement

Mariages, en 2019

Total	38 974
Suisse/Suisse	18 769
Suisse/étrangère	7 831
Etranger/Suisse	6 160
Etranger/étrangère	6 214
Age moyen au premier mariage (ans)	
Hommes célibataires	32,3
Femmes célibataires	30,1

Divorces, en 2019

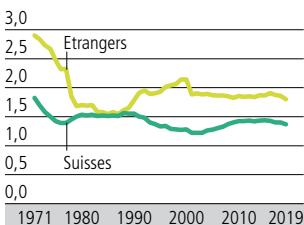
Total	16 885
avec enfants mineurs (%)	46,6
Durée du mariage	
0–4 ans	1 973
5–9 ans	3 924
10–14 ans	3 291
15 ans ou plus	7 697
Indic. conjoncturel de divortialité ³	41,1

3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

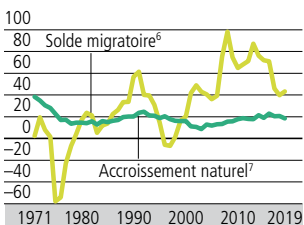
Naissances multiples⁴, en 2019

Total	1 448
dont naissances de jumeaux	1 426

4 Sont compris les enfants nés vivants et morts-nés

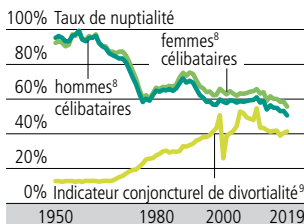
Indicateur conjoncturel de fécondité⁵

5 Nombre moyen d'enfants par femme; cf. remarque 1

Solde migratoire et accroissement naturel en milliers

6 Jusqu'à 2010 y c. changements de statut, dès 2011 y c. les passages de la population résidente non permanente

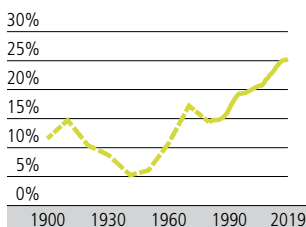
7 Naissances vivantes moins décès

Mariages et divorces

8 Pourcentage d'hommes célibataires ou de femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

9 Cf. remarque 3. A partir de 2011, les divorces entre deux personnes étrangères ne sont pas tous saisis

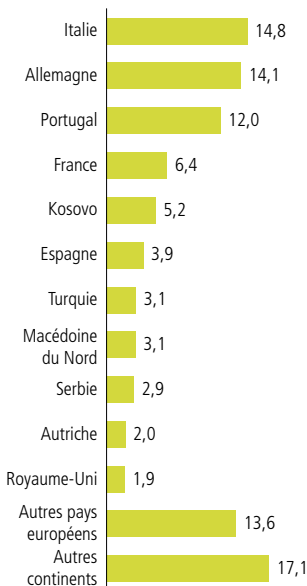
Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère



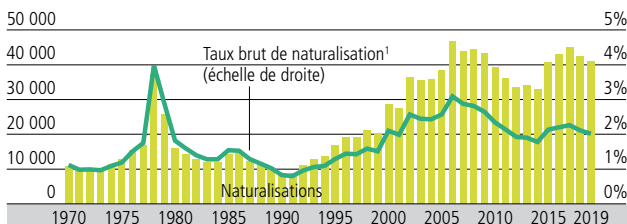
Population résidente permanente et non permanente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence, en 2019

	en milliers
Total	2 251,3
Autorisation de séjour (livret B)	710,9
Autorisation d'établis. (livret C)	1 356,7
Fonctionnaires internationaux et diplomates	30,2
Autorisation de séjour de courte durée (livret L)	81,6
Requérants d'asile (livret N)	11,7
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	48,0
Pas attribué	12,1

Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité, en 2019 en %



Acquisitions de la nationalité suisse



1 Nombre d'acquisitions de nationalité pour 100 titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement au début de l'année

Population étrangère: plus de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 10 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 25,3%. Plus de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (56,47%) y résident depuis 10 ans ou plus ou y sont nés. En 2019, 41 127 personnes (2,0% de la population résidente permanente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse. La population étrangère est jeune: on ne compte que 11 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans) chez les étrangers, contre 38 chez les Suisses. 29,4% des enfants nés en Suisse en 2019 sont de nationalité étrangère. En 2019, le nombre des immigrations a diminué de 0,3% par rapport à l'année précédente. Dans 59,5% des immigrations, il s'agissait de ressortissants de l'UE/AELE.

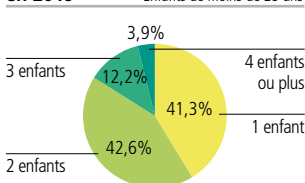
Diversification des formes de vie commune

En 2019, seuls 25% des ménages privés sont du type «couple avec enfant». Parmi tous les ménages comprenant au moins un enfant de moins de 25 ans, les ménages monoparentaux représentent 16% et les familles recomposées 6%: ces chiffres élevés sont la conséquence des nombreux divorces (16 885 en 2019). Par ailleurs, la proportion des naissances hors mariage a plus que doublé entre 2000 et 2019, passant de 11% à 26%. Quant à la décision de se marier et de fonder une famille, elle intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24,1 (1970) à 30,1 ans (2019) pour les femmes et de 26,5 à 32,3 ans pour les hommes. L'âge moyen de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 27,8 à 32,1 ans (2019). En 2019, environ huit mères sur dix sont actives occupées, mais le plus souvent à temps partiel. Les pères continuent de travailler le plus souvent à plein temps.

Ménages privés, en 2019 en milliers

Total	3 804,8
Ménages d'une personne	1 371,3
Couples sans enfants	1 034,5
Couples avec enfant(s) de moins de 25 ans	932,6
Parents seuls avec enfant(s) de moins de 25 ans	180,4
Autres ménages de plusieurs personnes	285,9

Ménages familiaux avec enfants, en 2019 Enfants de moins de 25 ans



Langues principales, en 2019¹ en %

Allemand	62,7
Français	22,8
Italien	8,3
Romanche	0,5
Anglais	6,5
Portugais	3,5
Albanais	2,8
Serbe et croate	2,3
Espagnol	2,4
Langues turques	1,1
Autres langues	6,3

¹ Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé. Plusieurs langues possibles

Appartenance religieuse, en 2019² en %

Evangeliques réformés	22,5
Catholiques romains	34,4
Autres communautés chrétiennes	5,7
Communautés juives	0,2
Communautés islamiques	5,5
Autres communautés religieuses	1,3
Sans appartenance religieuse	29,5
Sans indication	0,8

² Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé

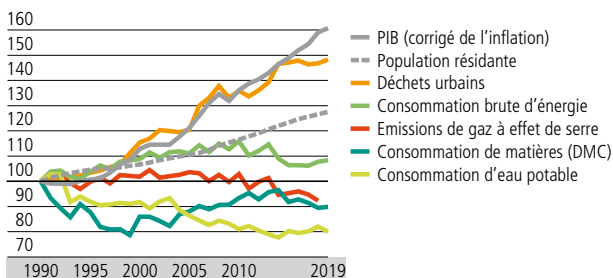
Le vivre ensemble soulève des défis

En 2018, 34% de la population indique pouvoir être dérangée par la présence de personnes perçues comme différentes, en raison par exemple de leur nationalité, de leur religion, langue ou de leur couleur de peau. Malgré ces sentiments de dérangement, la population fait globalement preuve d'ouverture. La majorité est en faveur de l'octroi de plus de droits pour les étrangers et étrangères, notamment un droit au regroupement familial (61% en faveur de l'octroi de ce droit en 2018). 59% de la population reconnaît que le racisme est un problème social important et 55% estime que l'intégration des migrants et migrantes dans la société fonctionne bien

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Population

Utilisation des ressources et émissions

Indice 1990 = 100



La croissance démographique et économique va généralement de pair avec une consommation accrue de ressources naturelles et une augmentation des émissions, sauf si par exemple les comportements changent ou que l'efficacité est améliorée grâce au progrès technologique. Ainsi, la quantité de déchets produite suit à peu près l'évolution du produit intérieur brut (PIB). La situation est différente pour les émissions de gaz à effet de serre, restées relativement constantes depuis 1990. En ce qui concerne la consommation d'eau potable, les besoins d'une population et d'une économie en croissance ont même pu être couverts par de plus faibles quantités.

Utilisation du sol

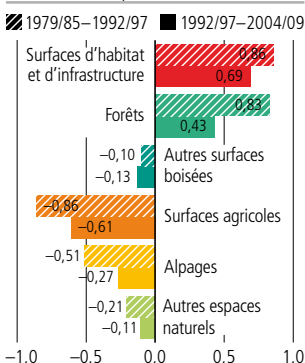
Période de relevé 2004–2009

	km ²	%
Surface totale	41 290	100
Surfaces boisées	12 930	31,3
Surfaces agricoles	9 678	23,4
Alpages	5 139	12,4
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	3 079	7,5
Lacs et cours d'eau	1 774	4,3
Autres espaces naturels	8 690	21,0

En l'espace de 24 ans, les surfaces d'habitat et d'infrastructure ont augmenté de 23%, essentiellement au détriment des surfaces agricoles. Selon les données les plus récentes, l'habitat et les infrastructures couvrent 7,5% du territoire national et 4,7% du sol est imperméabilisé.

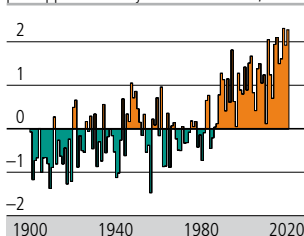
Evolution de l'utilisation du sol

en mètres carrés par seconde



Ecart de température

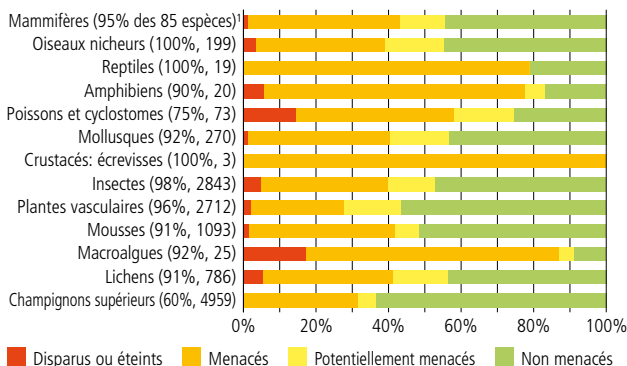
par rapport à la moyenne 1961–1990, en °C



La température de l'air varie d'année en année, des périodes plus chaudes alternant avec des périodes plus froides. Les six années les plus chaudes enregistrées en Suisse depuis le début des mesures en 1864 sont toutes postérieures à l'an 2010, l'année la plus chaude jusqu'ici étant 2018.

Animaux et plantes menacés (listes rouges)

Etat: 1994–2018, selon le groupe d'espèces

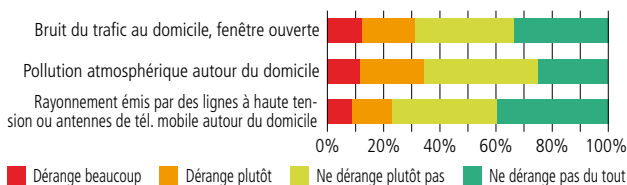


1 Exemple de lecture: le degré de menace a été évalué pour 95% des 85 espèces de mammifères. Les données sont insuffisantes pour les 5% restants.

La Suisse abrite environ 46 000 espèces de plantes, de champignons ou d'animaux. 35% des espèces étudiées sont inscrites sur les listes rouges des espèces menacées, disparues ou éteintes.

Perception des conditions environnementales au domicile en 2019

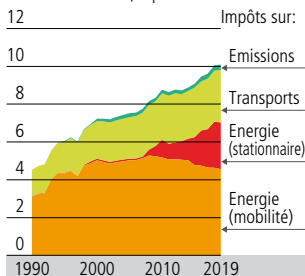
Part de la population



En 2019, le bruit du trafic au domicile, fenêtre ouverte, était ressenti comme très dérangeant ou plutôt dérangeant par 31% de la population. 34% de la population était de cet avis pour ce qui est de la pollution atmosphérique autour du domicile et 23% en ce qui concerne le rayonnement émis par des lignes à haute tension ou des antennes de téléphonie mobile.

Recettes des impôts liés à l'environnement

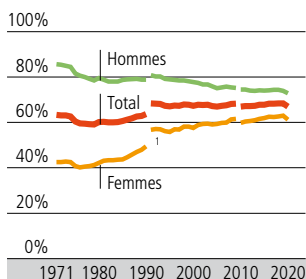
Milliards de francs, à prix courants



Les impôts liés à l'environnement ont pour effet d'augmenter les prix des biens et services dommageables pour l'environnement, incitant les consommateurs et les producteurs à tenir compte des conséquences de leurs décisions. En 2019, les recettes de ces impôts correspondaient à 5,1% du total des recettes des impôts et contributions sociales.

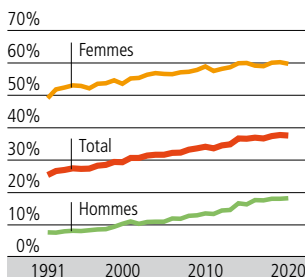
► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Espace, environnement

Personnes actives en % de la population résidente permanente (15+)

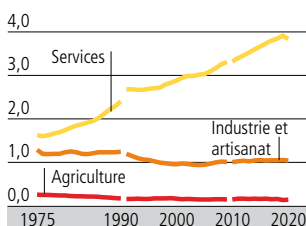


1 Depuis 1991 resp. 2010, nouvelle méthode de calcul

Personnes travaillant à temps partiel en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées¹ par secteur économique en millions



1 Depuis 1991 respectivement 2010 nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

Population résidente permanente, en milliers

2 ^e trimestre	2019	2020
Total	4 723	4 637
Indépendants	603	586
Collaborateurs familiaux	87	84
Salariés	3 836	3 777
Apprentis	197	190

1 Définition sociologique

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe en milliers

2 ^e trimestre	1991	2000	2005	2010	2015	2020
Total	4 042	4 014	4 126	4 480	4 890	5 023
Suisses	3 014	3 069	3 094	3 268	3 398	3 401
Etrangers	1 028	944	1 032	1 211	1 492	1 622
Autorisat. d'établissement	534	569	557	584	687	771
Autorisation de séjour	172	175	228	337	433	441
Saisonniers ¹	85	25	—	—	—	—
Frontaliers	183	140	176	230	299	340
Autorisat. de courte durée	21	20	53	42	46	37
Autres étrangers	34	15	18	17	26	34
Hommes	2 370	2 265	2 284	2 473	2 662	2 733
Femmes	1 672	1 749	1 842	2 007	2 228	2 291

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Forte progression de l'activité féminine

Entre 2015 et 2020, la progression des femmes actives occupées était légèrement plus marquée que celle des hommes actifs occupés (+2,9% à 2,291 millions resp. +2,5% à 2,726 millions). Trois sur cinq femmes travaillent à temps partiel (2015: 60,0%; 2020: 59,7%). Chez les hommes, ce sont près de 20%, mais la part d'hommes travaillant à temps partiel a légèrement progressé (+1,9 points de pourcent à 18,3%). La hausse de l'activité féminine est liée à la tertiarisation de l'économie; en effet, 87,2% des femmes étaient occupées dans le secteur tertiaire en 2020 (hommes: 67,4%) et les emplois à temps partiel se concentrent dans le secteur tertiaire (9 emplois à temps partiel sur 10).

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, sa proportion a atteint 31,7% en 2019. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 39,2% des actifs occupés (2019), contre 30,3% dans le tertiaire.

En 2019, 78,3% des actifs occupés étrangers sont des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE. Parmi la population résidente permanente, près de deux tiers des ressortissants de l'UE sont de nationalité allemande (23,0%), italienne (20,7%) ou portugaise (19,4%).

Taux de chômage¹ par grandes régions et autres caractéristiques

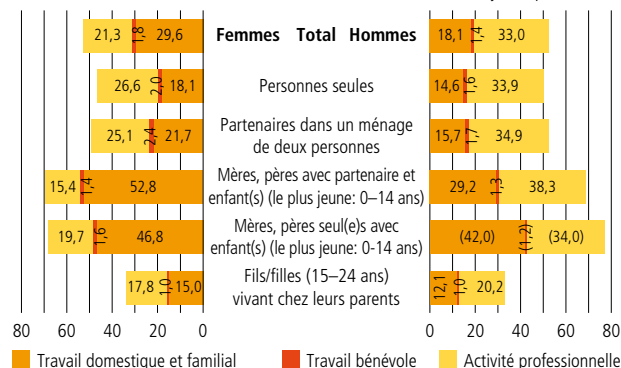
2 ^e trimestre	2005	2010	2015	2019	2020
Suisse	4,4	4,6	4,4	4,2	4,6
Région lémanique	6,5	7,0	6,7	7,4	7,3
Espace Mittelland	4,0	4,6	3,7	3,6	4,1
Suisse du Nord-Ouest	4,1	4,7	3,8	3,0	4,6
Zurich	4,2	4,0	4,3	4,3	3,8
Suisse orientale	3,8	3,7	3,7	3,0	4,2
Suisse centrale	2,9	3,1	3,4	(2,1)	(2,2)
Tessin	6,1	(5,2)	6,5	5,5	6,5
Hommes	3,9	4,3	4,3	3,9	4,8
Femmes	5,1	5,1	4,6	4,4	4,4
Suisses	3,2	3,5	3,1	3,0	3,4
Étrangers	8,9	8,5	8,2	7,3	7,6
15–24 ans	8,8	7,5	6,9	6,2	8,4
25–39 ans	4,4	5,2	4,8	4,2	4,5
40–54 ans	3,3	3,8	3,9	3,9	4,2
55–64 ans	3,7	3,4	3,5	3,9	3,8

¹ Taux de chômage au sens du BIT

(Chiffre): extrapolation basée sur moins de 50 observations dans l'échantillon; les résultats sont par conséquent à interpréter avec beaucoup de précaution

Temps consacré à l'activité professionnelle, au travail domestique et au travail bénévole, en 2016

Personnes de 15 à 64 ans, selon la situation familiale, en heures en moyenne par semaine



(Chiffre): extrapolation basée sur moins de 50 observations dans l'échantillon; les résultats sont par conséquent à interpréter avec beaucoup de précaution.

Participation au travail bénévole, en 2016

en % de la population résidente permanente de 15 ans et plus

	Total	Informel	Organisé
Total	42,7	31,7	19,5
Hommes	41,4	28,4	21,7
Femmes	44,0	34,9	17,4

Salaire mensuel brut¹ selon les grandes régions, économie totale, en 2018

Médiane, en francs

	Position professionnelle				
	Total	a	b	c	d
Suisse	6 538	10 317	8 480	7 114	5 963
Région lémanique (VD, VS, GE)	6 600	11 178	9 114	7 320	5 999
Espace Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	6 511	9 848	8 099	6 962	6 085
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 714	10 643	8 453	7 480	6 118
Zürich (ZH)	6 965	11 133	9 479	7 717	6 086
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	6 118	8 852	7 535	6 539	5 704
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	6 438	9 666	7 904	6 823	5 933
Tessin (TI)	5 363	8 254	[6 338]	5 813	4 852

1 Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Composantes du salaire: salaire brut y compris un douzième du 13^e salaire et un douzième des paiements spéciaux annuels

a = cadre supérieur et moyen; b = cadre inférieur;

c = responsable de l'exécution de travaux; d = sans fonction de cadre

Les bas salaires

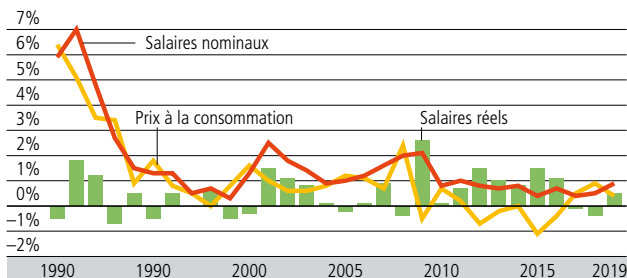
En Suisse, le nombre de postes à bas salaires (équivalent à un niveau de rémunération inférieur à 4359 francs bruts par mois pour un temps plein) a légèrement augmenté en 2018 pour atteindre 353 000 contre 329 000 en 2016. Les branches économiques qui présentent un taux élevé de postes à bas salaires sont les suivantes : le commerce de détail (24,4%), la restauration (44,7%), l'industrie de l'habillement (56%) ou encore les services personnels (57,3%). En 2018, plus de 480 000 personnes perçoivent un bas salaire, soit 12,1% des salariés. Parmi ces salariés 64,4% sont des femmes (2016: 66,4%).

Écarts salariaux entre les femmes et les hommes

Dans l'ensemble de l'économie, l'écart de salaire entre les femmes et les hommes a atteint 11,5% en 2018 contre 12,0% en 2016 et 12,5% en 2014. Dans le secteur privé, les femmes ont gagné en 2018 14,4% de moins que les hommes alors que dans le secteur public, l'écart était de 11,4%. Ces différences salariales entre les sexes s'expliquent en partie par des profils structurels et des activités différentes (niveau de responsabilité du poste occupé ou la branche économique notamment). Ces écarts salariaux soulignent l'insertion professionnelle inégale qui existe entre le personnel féminin et masculin sur le marché du travail.

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

Variation par rapport à l'année précédente, en %



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Travail et rémunération

Croissance modérée de l'économie suisse en 2019

L'activité économique en Suisse en 2019, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), a enregistré une croissance de 1,1% aux prix de l'année précédente, inférieure de presque 2 points de pourcentage à la hausse réelle de 2018.

Cette croissance modérée s'inscrit dans un environnement caractérisé par un recul des activités de commerce, l'absence de grands événements sportifs internationaux et une contribution légèrement négative du commerce extérieur. Sans prise en compte de l'or non monétaire, le solde de la balance des biens et services a diminué de 0,7% en 2019. Ce recul s'explique par la forte baisse du solde de la balance des services (-34,7%) tandis que le solde de la balance des biens (sans l'or non monétaire) croît (+7,7%). La baisse du solde de la balance des services s'explique par l'effet conjugué d'une baisse des exportations de services (-3,0%) et d'une hausse des importations de services (+2,0%). La hausse du solde de la balance des biens (sans l'or non monétaire) est due au dynamisme plus marqué des exportations, en particulier des produits des industries chimique et pharmaceutique, comparé à celui des importations (respectivement +3,9% et +2,5%). Après quatre années de forte croissance entre 2014 et 2017, les investissements dans les biens d'équipement et la construction ont à nouveau augmenté modérément (+1,2%). Cette croissance aurait été plus forte si les investissements dans la construction ne s'étaient pas contractés (-0,5%).

En ce qui concerne l'approche par la production, la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière a poursuivi son expansion (+2,6%). En général, les autres branches d'activité ont aussi connu une croissance, à l'exception notable du commerce (-1,2%) et de la branche « Arts, spectacles et activités récréatives » (-10,2%). Pour cette dernière branche, le fort recul s'explique par l'absence de compétitions sportives internationales d'envergure en lien avec le football ou le mouvement olympique en 2019.

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
PIB	1,9	1,2	1,8	2,4	1,7	2,0	1,6	3,0	1,1
Dépense de consommation finale	1,4	1,8	2,2	1,2	2,1	1,4	1,1	0,8	1,3
Formation brute de capital	13,1	-7,0	-7,0	7,3	0,7	-0,9	2,6	1,8	1,5
Exportations de biens et de services	4,0	1,0	13,8	-6,2	4,1	6,5	-0,3	3,4	-0,2
Importations de biens et de services	9,0	-2,4	12,5	-7,3	4,8	5,3	-0,9	0,4	-0,1
PIB en milliards de francs, à prix courants	641	649	661	673	676	685	694	720	727

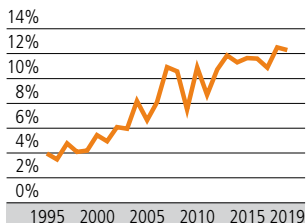
Importance des relations avec le reste du monde

A partir de 1997, le commerce extérieur a joué un rôle moteur dans la croissance du PIB. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du PIB qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant

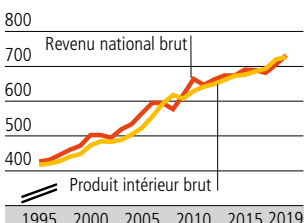
l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. Cependant, en 2009 la Suisse a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale, ce qui a conduit à une contribution négative du commerce extérieur à la croissance.

Depuis la crise financière de 2008, l'apport du commerce extérieur à la croissance du PIB est devenu plus erratique. En 2019, cette contribution est négative. Toutefois, le revenu national brut enregistre une hausse de 3,8% (2018: 3,5%). Cette évolution résulte principalement de la baisse plus importante des revenus de la propriété versés à l'étranger (-24,2%) par rapport à la baisse des revenus reçus de l'étranger (-10,7%). La réduction des revenus de la propriété versés à l'étranger et reçus de l'étranger s'explique dans les deux cas par une contraction des revenus des investissements directs.

Poids de la contribution extérieure dans le PIB à prix courants

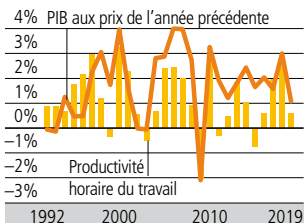


PIB et RNB à prix courants en milliards de francs suisses



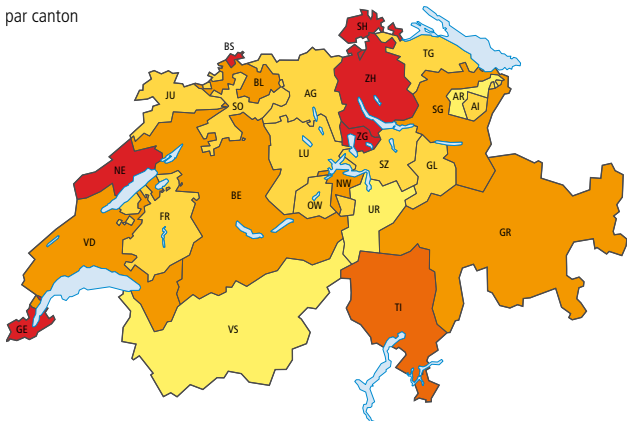
Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficacité avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficacité du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par heure de travail.

Taux d'évolution annuel



Produit intérieur brut par habitant, en 2018

par canton



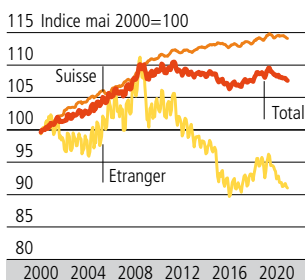
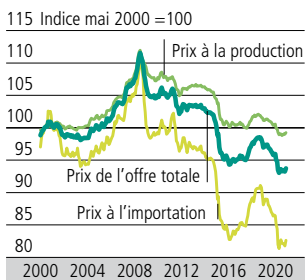
Produit intérieur brut par habitant à prix courants, en milliers de francs

< 60,0
 60,0 – 69,9
 70,0 – 79,9
 80,0 – 89,9
 ≥ 90,0
 CH: 84,5

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Economie nationale

Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

	2016	2017	2018	2019	2020
Total	-0,4	0,5	0,9	0,4	-0,7
Alimentation et boissons non-alcoolisées	0,4	0,4	1,3	0,1	0,1
Boissons alcoolisées et tabacs	-0,5	0,5	0,7	0,8	1,0
Habillement et chaussures	1,3	2,8	1,6	1,9	0,3
Logement et énergie	-0,1	1,2	1,3	0,4	-0,2
Équipement ménager et entretien courant	-2,2	-1,8	-0,5	1,7	-0,4
Santé	-0,4	-0,5	-1,0	-0,2	-0,8
Transport	-2,4	1,5	2,7	0,4	-3,4
Communications	-1,5	-1,6	0,4	0,8	-0,2
Loisirs et culture	0,8	1,0	1,7	-0,3	-2,7
Enseignement	0,8	0,9	1,1	0,7	0,8
Restaurants et hôtels	-0,2	0,4	0,5	0,6	0,4
Autres biens et services	-1,8	-0,4	0,5	0,6	-0,3

Prix à la consommation selon la provenance des biens**Indice des prix à la production et à l'importation****Indices du niveau des prix en comparaison internationale, en 2019**

EU-27 = 100

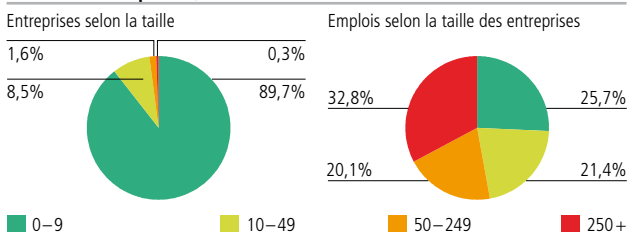
	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	155	111	109	100
Consommation individuelle effective	174	108	110	103
Produits alimentaires et boissons non-alcoolisées	163	101	115	109
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	128	101	126	100
Habillement et chaussures	126	99	108	99
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	194	118	121	99
Ameublement, équipement ménager et entretien	131	105	106	101
Santé	218	108	100	126
Transport	122	107	107	99
Communications	151	120	94	88
Loisirs et culture	153	107	106	100
Enseignement	271	124	101	99
Hôtels, cafés et restaurants	166	103	123	104
Autres biens et services	173	102	105	101
Consommation collective effective	180	124	124	108
Formation brute de capital fixe	137	121	102	88
Machines et appareils	112	97	104	98
Construction	175	144	101	82
Logiciels	108	97	100	101

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Prix

Plus de 99% des entreprises sont des PME

En Suisse, plus de 99% des entreprises sont des PME, c'est-à-dire des petites et moyennes entreprises de moins de 250 emplois. La proportion de micro-entreprises (de 1 à 9 emplois) en 2018 est plus élevée dans le secteur des services (90,6%) que dans le secteur secondaire (80,1%). En conséquence, la taille moyenne des entreprises est plus petite dans le tertiaire (7,2 emplois) que dans le secondaire (12,2 emplois). Les PME représentent plus de deux tiers des emplois, les grandes entreprises (à partir de 250 emplois) environ un tiers. Un peu plus d'un quart des emplois (25,7%) se trouvent dans des micro-entreprises et plus d'un cinquième (21,4%) dans des entreprises comptant de 10 à 49 emplois. La part du secteur tertiaire dans le total des emplois se situait à 72,2% en 2018. Au sein des entreprises marchandes on dénombrait 157 003 emplois dans le secteur primaire, 1 100 708 dans le secondaire et 3 263 308. dans le tertiaire. Au sein des activités marchandes, les branches comptant le plus grand nombre d'emplois sont les activités pour la santé humaine (415 513 emplois) et le commerce de détail (341 628).

Taille des entreprises¹, en 2018



¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée selon le nombre d'emplois

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

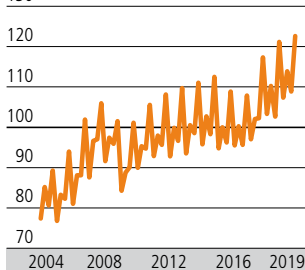
selon la NOGA 2008, en milliers	2018	
	Entreprises	Emplois
Total	592,7	4 521,0
Secteur primaire	52,3	157,0
Secteur secondaire	90,3	1 100,7
dont:		
Industries alimentaires, de la boisson et du tabac	4,5	98,6
Industries du textile, de l'habillement et du cuir	2,5	14,7
Industries du bois et du papier; imprimerie	9,5	65,9
Industrie pharmaceutique	0,7	30,1
Fabrication de produits métalliques	7,3	86,9
Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	2,0	113,0
Fabrication d'équipements électriques	0,8	31,5
Production et distribution d'énergie	0,8	31,1
Construction de bâtiments et génie civil	9,3	110,5
Secteur tertiaire	450,2	3 263,3
dont:		
Commerce de gros	22,7	226,9
Commerce de détail	34,4	341,6
Hébergement	5,3	74,2
Restauration	23,0	171,0
Programmation, conseil et autres activités informatiques	16,9	100,2
Activités des services financiers et assurances	6,5	180,2
Activités d'architecture et d'ingénierie	24,7	130,8
Activités de services administratifs et de soutien	3,4	19,9
Santé humaine et action sociale	66,2	465,7

Démographie des entreprises, en 2018

Divisions économiques (NOGA 2008)	Entreprises créées	Emplois créés par les nv. entreprises	Entreprises à forte croissance
Total	39 608	54 052	4 440
Secteur secondaire	5 048	8 196	1 026
Industrie et énergies	1 861	2 793	570
Construction	3 187	5 403	456
Secteur tertiaire	34 560	45 856	3 414
Commerce et réparations	4 332	5 987	516
Transports et entreposage	1 099	1 440	204
Hébergement et restauration	1 310	2 785	281
Information et communication	2 424	3 397	310
Activités financières et assurances	1 365	2 052	192
Activités immobilières et de services	3 555	5 298	516
Activités spécialisées et scientifiques	8 561	10 543	621
Enseignement	1 975	2 261	148
Santé et action sociale	4 530	5 385	418
Arts et activités récréatives	2 108	2 941	139
Autres activités de services	3 301	3 767	69

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 2015=100



Dans l'ensemble, la production dans le secteur secondaire (industrie et construction) a progressé de 35,2% entre 2004 et 2019. L'évolution de ce secteur dépend beaucoup de la conjoncture économique. De plus, l'économie suisse a été affectée par la crise financière en 2007 puis, début 2015, par la décision de la Banque nationale suisse d'abandonner le taux plancher du franc suisse face à l'euro. Cette décision a mené à un renchérissement des produits suisses par rapport à ceux de

l'étranger et de là à un recul des ventes de l'industrie essentiellement exportatrice. En 2015, la production a baissé dans presque toutes les branches par rapport à 2014, mais la situation s'est améliorée en 2016. En 2018, on observait une reprise dans l'ensemble des branches.

Emploi

De 2010 à 2019, le nombre d'emplois a diminué de 1,6% dans l'industrie. Entre le premier trimestre 2010 et le deuxième trimestre 2012, l'emploi a connu un léger essor. En 2013 cependant, la situation s'est quelque peu détériorée. Avec l'abandon du cours plancher franc-euro début 2015, l'emploi industriel a fortement diminué jusqu'au premier trimestre 2017. Après trois années de déclin (2015–2017), l'emploi a augmenté à nouveau en 2018. La croissance s'est également poursuivie en 2019. De 2010 à 2019, l'emploi dans la construction a progressé de 8,7%. Dans le même temps, il a augmenté de 15% dans le secteur tertiaire.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

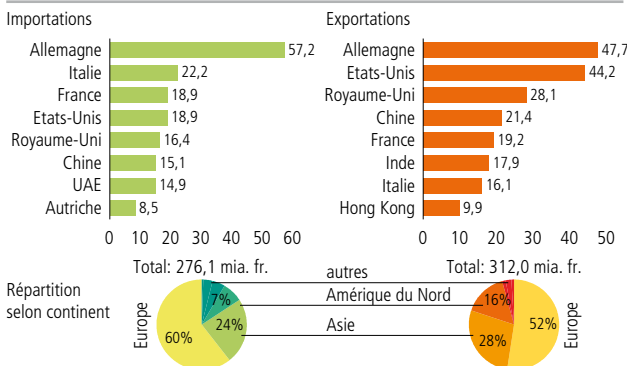
		2015	2016	2017	2018	2019
Total	nominal	-3,2	-1,8	-0,5	0,3	0,2
	réel	-1,4	-1,2	-0,5	-0,1	0,3
dont:						
Alimentation, boissons,	nominal	-1,4	0,2	-0,2	1,5	0,3
produits du tabac	réel	-0,7	0,0	-0,6	-0,2	0,0
Produits non alimentaires	nominal	-3,3	-3,3	-1,2	-1,4	0,7
(sans carburants)	réel	-0,8	-1,6	-0,1	-0,9	1,0
Carburants	nominal	-14,5	-5,3	3,7	3,9	-2,9
	réel	-1,1	0,4	-3,5	-4,3	-1,3
Total hors carburants	nominal	-2,4	-1,6	-0,7	0,1	0,5
	réel	-0,8	-1,0	-0,6	-0,2	0,5

Commerce de détail

Après une période de fortes hausses des chiffres d'affaires pendant des années (2002–2008), le commerce suisse de détail a quelque peu décliné en 2009 suite à la crise financière globale. Les hausses toujours plus faibles des chiffres d'affaires ont brusquement pris fin en 2015 en raison de l'appréciation du franc suisse par rapport à l'euro et du renchérissement des produits suisses qui a suivi, ce qui a entre autres entraîné un accroissement du tourisme d'achat. Après un fort déclin dans les années suivantes, les chiffres d'affaires nominaux ont à nouveau légèrement augmenté en 2018 et 2019.

Commerce extérieur: les principaux partenaires, en 2019

en milliards de francs

**Commerce extérieur: les principaux biens**

en millions de francs

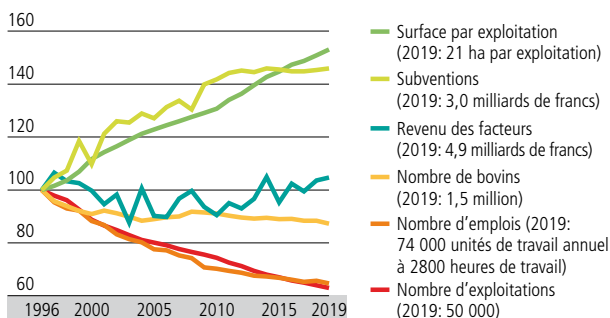
	Importations			Exportations		
	2000	2018	2019	2000	2018	2019
Total	139 402	273 389	276 058	136 015	303 886	311 977
dont:						
Denrées alimentaires, boissons et tabacs	7 197	10 862	10 784	3 239	8 980	9 056
Textiles, habillement, chaussures	8 905	11 662	11 975	3 891	4 863	4 984
Produits chimiques	21 899	50 159	52 705	35 892	104 372	114 575
Métaux	10 735	15 907	14 942	10 892	14 402	13 585
Machines, électronique	31 583	32 079	32 002	37 137	33 520	32 064
Véhicules	14 903	19 299	19 503	3 054	5 020	5 652
Horlogerie	1 622	4 007	3 789	10 297	21 180	21 718

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Industrie, services

L'agriculture, alpages compris, exploite 36% de la superficie totale de la Suisse. Le nombre d'exploitations agricoles tend à diminuer de manière générale, alors que les exploitations s'agrandissent tout comme les cultures biologiques. La production animale est la branche de production la plus importante. La forêt et les surfaces boisées couvrent 31% du territoire national. La surface forestière s'accroît avant tout dans les Alpes. Les résineux représentent deux tiers des arbres. En 2019, la récolte de bois a totalisé 4,6 millions de mètres cube. L'agriculture et la sylviculture façonnent ainsi fortement le paysage et ont généré 0,7% de la valeur ajoutée brute de l'économie suisse en 2019.

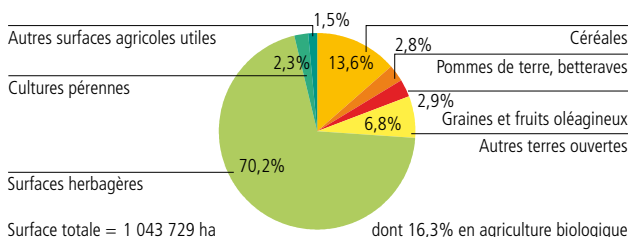
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile, en 2019

sans les alpages



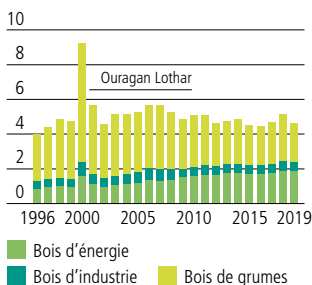
Valeur de production¹ de l'agriculture, en 2019

	en %
Produits végétaux	39,0
Céréales	3,3
Plantes fourragères	10,6
Produits maraîchers et horticoles	12,1
Fruits et raisins	4,9
Vins	4,2
Autres produits végétaux	3,9
Animaux et produits animaux	48,3
Bovins	12,4
Porcins	8,5
Lait	21,4
Autres animaux et produits animaux	6,0
Services agricoles	6,4
Activités secondaires non agricoles	6,3

¹ Valeur totale = 11,4 milliards de francs

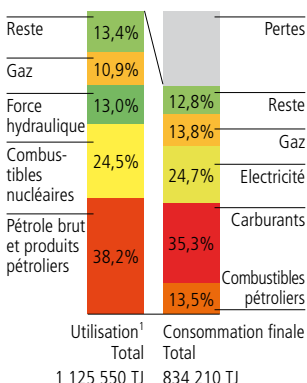
Récolte de bois

en millions de m³



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Agriculture et sylviculture

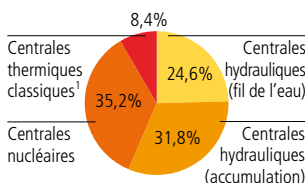
Utilisation totale et consommation finale d'énergie, en 2019



1 Y c. le solde exportateur d'électricité (2,0%)

La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc. se traduit par une utilisation accrue d'énergie, à moins d'être compensée par une meilleure efficacité énergétique. En 2019, les transports représentaient le principal agent consommateur d'énergie, avec environ 38% de la consommation d'énergie finale. 63% de la consommation d'énergie finale ont été couverts par les énergies fossiles et 24,1% l'ont été par les énergies renouvelables, principalement l'énergie hydraulique.

Production d'électricité par catégorie de centrale, en 2019



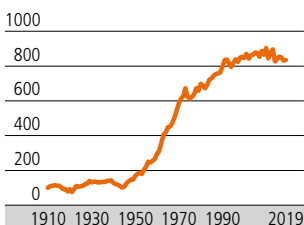
Total: 71,9 milliards kWh

1 Y. c. centrales chaleur-force et diverses énergies renouvelables

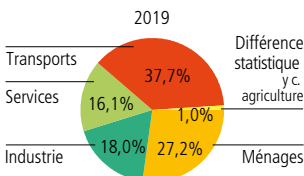
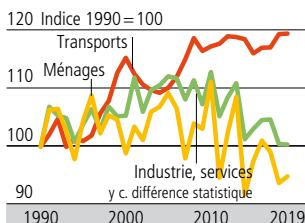
Energies renouvelables, en 2019

Part de la consommation finale	en %
Total	24,1
Force hydraulique	12,7
Energie de la biomasse (bois et biogaz)	5,2
Chaleur ambiante	2,2
Part renouvelable des déchets	1,6
Energie solaire	1,2
Carburants biogènes	1,1
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,2
Energie éolienne	0,06

Consommation finale d'énergie en milliers de TJ



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



- www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Energie
- www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Approvisionnement → Statistiques et géodonnées

Dépenses dans la construction	en millions de francs, aux prix de 2000				
	1980	1990	2000	2010	2018
Total	34 198	47 588	43 708	49 250	56 986
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	15 962	19 162
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 651	11 047
dont routes	5 219	4 740	4 866
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	6 310	8 116
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	33 288	37 824
dont logements	17 147	22 999	25 605

Construction de logements

	1980	1990	2000	2010	2018
Nouveaux bâtiments à usage d'habitation	20 806	16 162	16 962	14 736	12 190
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	9 387	6 403
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	43 632	53 199
d'une pièce	2 122	2 010	528	725	2 498
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	3 913	10 873
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	10 608	16 541
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	15 438	14 802
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	12 948	8 485

Parc de logements

	1980	1990	2000	2010	2019
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	4 079 060 ²	4 582 272
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,94 ¹	1,72 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

2 Depuis 2009, le nombre de logements est tiré de la statistique des bâtiments et des logements (StatBL)

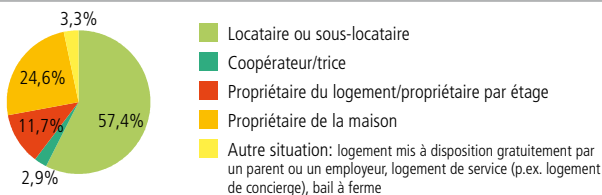
La maison individuelle reste la catégorie de bâtiment la plus importante

De 1970 à 2019, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 57%. Par contre en 2018, le nombre de nouvelles maisons individuelles a diminué de 2,5% par rapport à l'année précédente.

Augmentation constante du taux de propriété depuis 1970

Fin 2019, 36,4% des ménages sur l'ensemble de la Suisse, soit 1 384 241 ménages, sont propriétaires du logement qu'ils occupent. Depuis 1970, ce taux est en augmentation constante (1970: 28,5%; 1980: 30,1%; 1990: 31,3%; 2000: 34,6%). C'est dans la catégorie de la propriété par étage que cette croissance est la plus forte, passant de 237 716 ménages en 2000 à 446 373 en 2019 (+88%). Toutefois, les ménages possédant la maison dans laquelle se trouve leur logement représentent toujours la majorité des propriétaires (2000: 809 731; 2019: 937 868).

Statut d'occupation des logements occupés, en 2019



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Construction, logement

Principaux indicateurs du tourisme

	2017	2018	2019
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	275 203	274 792	273 849
Logements de vacances	159 063	154 149	147 666
Hébergements collectifs	116 640	115 680	115 414
Terrains de camping	123 096	120 042	118 828

Demande: nuitées en milliers

Hôtels et établissements de cure	37 393	38 807	39 562
Logements de vacances	7 319	7 530	7 257
Hébergements collectifs	5 398	5 440	5 658
Terrains de camping	3 174	3 580	3 757

Durée de séjour nuits

Hôtels et établissements de cure	2,0	2,0	2,0
Logements de vacances	6,8	6,6	6,5
Hébergements collectifs	2,6	2,5	2,4
Terrains de camping	2,9	2,9	3,2

Taux brut d'occupation des hôtels et établissements de cure

en % des lits recensés ¹	37,2	38,7	39,6
-------------------------------------	------	------	------

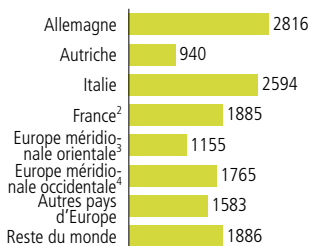
Balance touristique en millions de francs

Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	16 958	17 591	17 837
Dépenses des Suisses à l'étranger	18 774	18 650	18 635
Solde	-1 817	-1 059	-798

¹ Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle

Destinations des voyages à l'étranger des Suisses¹, en 2019

en milliers



¹ Population résidente permanente dès 6 ans, voyages à l'étranger avec nuitées; total: 14,6 millions

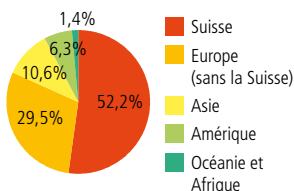
² Inclus les départements d'Outre-mer et Monaco

³ Grèce, Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Slovaquie, Monténégro, Kosovo, Roumanie, Bulgarie, Macédoine

⁴ Espagne, Portugal, Andorre, Gibraltar

Nuitées dans l'hébergement touristique

selon la provenance des hôtes, en 2019



Comportement en matière de voyages

88,2% des personnes dès 6 ans vivant en Suisse ont accompli en 2019 au moins un voyage privé avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 2,9 voyages avec nuitées et 10,0 voyages d'une journée. Plus de la moitié (58%) des voyages avec nuitées étaient des voyages de longue durée (4 nuitées et plus). Les voyages à l'étranger ont représenté 65% des voyages avec nuitées et 9% des voyages d'un jour.

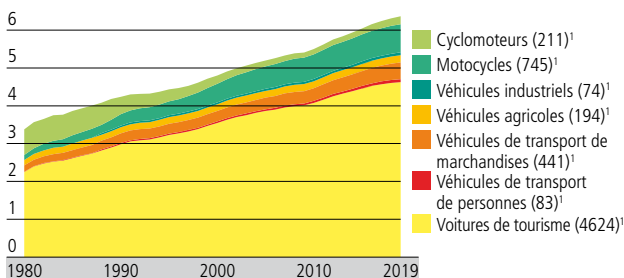
► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Tourisme

Infrastructures

Comparées à celles d'autres pays, les infrastructures suisses de transport sont très développées. Elles occupent un peu plus de 2% du territoire national et environ un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure (selon la statistique de la superficie 2004/09). Notre pays comprend entre autres 5196 km de voies ferrées (état en 2015) et 83 274 km (2020) de routes dont 1544 km d'autoroutes.

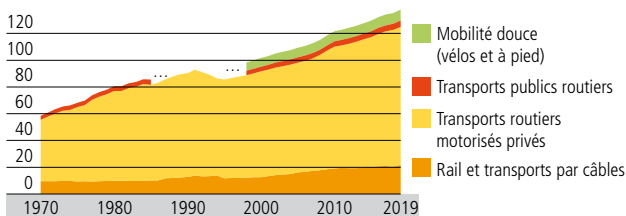
Parc des véhicules routiers motorisés

en millions



Prestations du transport de personnes

en milliards de personnes-kilomètres par an



Mobilité journalière, en 2015

Moyenne par personne¹ et par jour, en Suisse

	Distance en km	Durée en min. ²
Total	36,8	82,2
Motifs de déplacement		
Travail et formation	10,8	20,2
Achats	4,8	11,5
Loisirs	16,3	42,2
Déplacements professionnels	2,6	3,8
Services et accompagnement	1,8	3,4
Autres	0,7	1,1

	Distance en km	Durée en min. ²
Moyens de transport		
À pied	1,9	29,8
Vélo	0,8	4,0
Vélo électrique	0,1	0,3
Motocycle (y c. cyclomoteur)	0,5	1,0
Voiture	23,8	33,9
Bus (y c. car postal)	1,1	3,4
Tram	0,4	1,5
Train	7,5	6,7
Autres	0,7	1,8

¹ Population résidente permanente de la Suisse âgée de 6 ans et plus

² Sans les temps d'attente et de correspondance

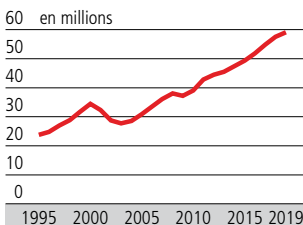
Déplacements pendulaires

En 2019, 8 personnes actives occupées sur 10 étaient des pendulaires, autrement dit des personnes qui quittent leur domicile pour se rendre au travail. Environ 71% des pendulaires travaillaient en dehors de leur commune de domicile.

Nombre de passagers aériens

En 2019, les aéroports suisses ont enregistré dans le trafic de ligne et charter 59 millions de passagers à l'arrivée et au départ. Par rapport à l'année 2000, cela correspond à une augmentation de 24 millions de passagers, soit 70%.

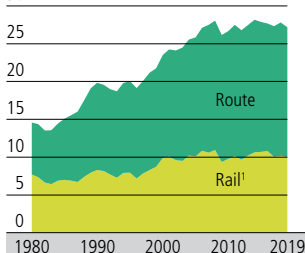
Passagers aériens¹



¹ Uniquement trafic de ligne et charter; passagers locaux et en transfert, au départ et à l'arrivée

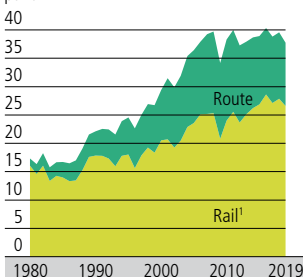
Prestations du transport de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an



¹ Tonnes (-kilomètres) nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

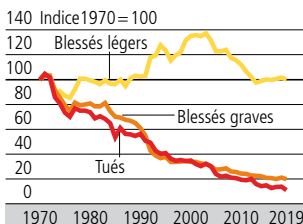
A travers les Alpes, en millions de tonnes par an



Victimes d'accidents par mode de transport, en 2019

Trafic routier	
Tués	187
Blessés graves	3 639
Blessés légers	17 641
Trafic ferroviaire	
Tués	17
Aviation civile	
Tués	11

Victimes d'accidents de la route



Coûts et financement des transports

En 2017, les transports ont engendré, en Suisse, des coûts totaux de 92,7 milliards de francs (sans la navigation). Ce chiffre comprend non seulement les dépenses pour les moyens de transport (59%) et les infrastructures (16%), mais également les coûts des accidents (12%) ainsi que des dommages à l'environnement et à la santé liés aux transports (13%).

Coûts et financement des transports, en 2017

	Coûts totaux en mia. fr.	Financ. par les usagers, en %
Route ¹	74,3	86
Rail	11,7	45
Air ²	6,7	80
Eau ³	0,3	64

¹ Sans la mobilité douce

² Sans l'aviation générale

³ Etat en 2015

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Mobilité et transports



	Année	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants en milliers	2019 ⁴⁾	8 545	83 019	10 725
Habitants par km ²	2018 ⁴⁾	214	235	83
Part des moins de 20 ans	2019 ⁴⁾	20,1	18,5	19,4
Part des plus de 64 ans	2019 ⁴⁾	18,6	21,6	22,0
Part de la population étrangère	2019 ⁴⁾	25,3	12,2	7,7
Naissances vivantes pour 1000 habitants	2018	10,3	9,5	8,1
Naissances hors mariage en %	2018	25,7	33,9	11,1
Espérance de vie ¹ des femmes en années	2018	85,7	83,3	84,4
Espérance de vie ¹ des hommes en années	2018	81,9	78,6	79,3
Surface totale en km ²	2009 ⁵⁾	41 285	357 108	131 957
Part des surfaces agricoles	2009 ⁵⁾	36,9	52,2	40,1
Part des surfaces boisées	2009 ⁵⁾	30,8	32,3	30,7
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (t par habitant)	2018 ⁵⁾	5,4	10,3	8,6
Taux d'actifs occupés	2019	84,3	79,2	68,4
Femmes	2019	80,2	74,9	60,4
Hommes	2019	88,3	83,5	76,7
Taux de chômage au sens du BIT (15–74)	2019	4,4	3,1	17,3
Femmes	2019	4,7	2,7	21,5
Hommes	2019	4,1	3,5	14,0
15–24 ans	2019	8,0	5,8	35,2
Chômeurs de longue durée au sens du BIT (15–74) en % des chômeurs	2019	34,2	37,8	70,1
Produit intérieur brut, par habitant, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2019	50 200	38 300	21 200
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	2019	0,4	1,4	0,5
Consommation brute d'énergie, en tonnes d'équivalent de pétrole brut par habitant	2018	3,1	3,8	2,2
Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute en %	2018	21,5	13,7	13,4
Lits dans les hôtels et établissements de cure pour 1000 habitants	2019	32,3	22,8	78,3
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2018 ⁵⁾	543	560	493
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2018 ⁵⁾	27	40	65
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2018	26,3	29,6	25,3
Coûts du système de santé en % du PIB	2018	7,6	9,7	–
Mortalité infantile ²	2018	3,3	3,2	3,5
Jeunes (18–24) sans formation post-obligatoire en %	2019	25,9	35,2	11,5
Personnes (25–64) avec une formation achevée la plus élevée: degré tertiaire en %	2019	44,4	29,9	31,9
Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB	2017	5,1	4,5	3,4
Taux de risque de pauvreté ³	2019	7,7	7,9	10,1
Médiane du revenu disponible équivalent, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2018	27 066	21 980	9 245
Coût du logement en % du revenu disponible des ménages	2019	25,6	25,9	38,9

Etat janvier 2021

1 A la naissance

2 Enfants décédés dans leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

3 En % de tous les actifs occupés

4 Au 1^{er} janvier

5 Au 31 décembre



Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Roy.-Uni	EU-27
46 937	67 013	60 360	17 282	8 859	10 230	66 647	446 825
93	106	203	504	107	25	274	109
19,9	24,2	18,0	22,1	19,5	23,5	23,5	–
19,5	20,1	22,8	19,3	18,9	20,1	18,5	–
10,4	7,3	8,7	6,2	16,2	9,1	9,3	–
7,9	11,3	7,3	9,8	9,7	11,3	11,0	9,5
47,3	60,4	34,0	51,9	41,3	54,5	–	–
86,3	85,9	85,6	83,4	84,1	84,3	83,1	83,7
80,7	79,7	81,2	80,3	79,4	80,9	79,5	78,2
505 991	632 834	301 336	41 543	83 879	441 370	248 528	–
50,8	46,5	48,7	50,8	34,0	8,5	64,1	–
25,2	25,9	31,0	10,7	40,6	63,3	13,1	–
7,1	6,6	7,1	10,9	8,9	5,1	6,9	8,3
73,8	71,7	65,7	80,9	77,1	82,9	78,1	73,4
69,0	68,2	56,5	76,7	72,3	81,2	73,8	67,9
78,5	75,3	75,0	85,1	81,8	84,6	82,5	79,0
14,1	8,5	10,0	3,4	4,5	6,8	3,8	6,7
16,0	8,4	11,1	3,4	4,4	7,0	3,5	7,0
12,5	8,5	9,1	3,4	4,6	6,7	3,9	6,4
32,5	19,6	29,2	6,7	8,5	20,1	11,2	15,0
37,8	40,2	56,0	30,3	25,1	13,7	25,0	41,4
29 000	33 800	30 400	40 800	40 300	37 800	33 300	31 800
0,8	1,3	0,6	2,7	1,5	1,7	1,8	1,4
2,8	3,8	2,6	4,5	3,8	4,8	2,8	3,2
14,4	11,1	19,0	6,0	29,6	41,6	10,9	14,7
41,9	19,6	37,4	17,7	68,8	25,7	–	–
513	491	646	494	562	476	478	–
39	49	55	39	46	32	28	–
23,5	33,7	28,8	28,9	29,1	28,3	25,7	27,9
6,3	9,4	6,4	8,2	7,7	9,3	–	–
2,7	3,8	2,8	3,5	2,7	2,0	3,9	–
30,9	15,2	30,7	27,6	20,1	30,5	15,3	26,8
38,6	37,9	19,6	40,4	33,8	44,0	44,7	31,6
4,1	5,5	4,0	5,2	5,3	7,1	5,4	4,6
12,8	7,4	11,8	5,4	7,7	7,7	–	9,0
16 030	20 223	16 715	21 528	23 204	20 414	18 423	16 938
17,1	17,6	16,6	23,4	18,2	22,2	–	20,0

Bilans et bénéfices des banques en 2019

Catégories	Nombre d'établissements		Bilan en mio. de fr.	Bénéfice/ Perte	Effectifs en équivalents plein temps
	2000	2019			
Total	375	246	3 317 617	613	106 085
Grandes banques	3	4	1 540 711	-5 581	35 549
Banques cantonales	24	24	626 727	3 196	17 585
Banques boursières	57	42	223 690	1 070	15 571
Banques en mains étr.	127	71	224 176	380	14 562
Banques Raiffeisen	1	1	248 345	835	9 295
Autres banques	7	16	223 743	34	7 866
Banques régionales, caisses d'épargne	103	60	126 317	439	3 978
Succursales de banques étrangères	23	23	98 154	173	1 145
Banques privées	17	5	5 753	66	534

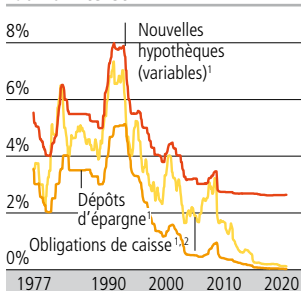
Structure du bilan des banques, en 2019

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	39,0
Créances hypothécaires	32,1
Créances envers clients	18,7
Liquidités	16,4
Créances sur les banques	7,6
Créances opérations titres	5,9
Participations	3,6
Autres	15,8
Passifs	
Total	100
dont étranger	40,7
Engagements résultant des dépôts de clientèle	54,7
Prêts sur lettres de gage et emprunts	12,6
Engagements envers les banques	13,1
Engagements opérations titres	4,1
Autres	15,5

Prestations des assurances, en 2019

Versées en Suisse dans l'assurance directe

Branche d'assurance	Mio. de fr.	En %
Total	32 529	100
Vie	13 837	42,5
Maladie	8 423	25,9
Véhicules automobiles	3 701	11,4
Accidents	2 211	6,8
Responsabilité civile	818	2,5
Incendies	519	1,6
Autres	3 020	9,3

Taux d'intérêt

1 Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

2 Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2018	2019	2020
\$ 1	0,978	0,994	0,938
¥ 100	0,886	0,912	0,879
€ 1	1,155	1,113	1,071
£ 1	1,306	1,268	1,204

1 Cours d'achat des banques, moyenne annuelle.

Assurances privées, en 2019

en millions de francs

Branche d'assurance	Primes¹	Prestations¹
Total	125 684	110 880
Assurance-vie	32 067	53 810
Assurance-accidents/ dommages	45 554	31 259
Réassurance	48 063	25 811

1 A l'intérieur et à l'extérieur du pays

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Monnaie, banques, assurances

► www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)

► www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) → assurances privées

Les trois niveaux du système de sécurité sociale

Le système suisse de sécurité sociale est structuré en trois niveaux:

Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et englobent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.

Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.

Enfin, le troisième niveau englobe l'aide sociale au sens large. L'aide sociale économique, appelée également aide sociale au sens strict, forme le dernier maillon du système de sécurité sociale. On ne peut y recourir que lorsque d'autres prestations, par exemple des assurances sociales, ne sont pas disponibles ou qu'elles sont épuisées. En outre, l'aide sociale présuppose une situation de besoin. Elle n'est accordée qu'à des personnes se trouvant dans une situation économique difficile.

En amont de l'aide sociale économique, toujours au troisième niveau, il existe d'autres prestations sous condition de ressources visant à prévenir la dépendance de l'aide sociale économique. Parmi ces dernières se trouvent les prestations complémentaires, les avances sur pensions alimentaires ainsi que les aides cantonales au logement, à la famille, aux chômeurs et aux personnes âgées/invalides.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2018, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 190 milliards de francs dont 177 milliards de francs pour les prestations sociales proprement dites. Environ 80% de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (ce qui correspond au deuxième niveau du système de protection sociale).

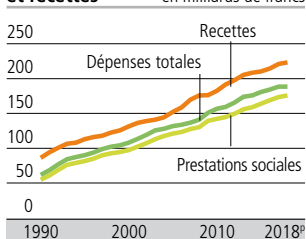
Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs, à prix courants

	1990	2000	2010	2015	2018 ^p
Dépenses totales	62,8	108,9	157,9	181,8	189,6
dont prestations sociales	55,9	98,2	143,0	165,1	177,1
en % du PIB	15,6	21,4	23,5	25,2	25,7
Recettes totales	87,2	132,3	183,2	211,3	224,4

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales par fonction, en 2018^p

	en %
Vieillesse	43,0
Maladie/soins de santé	31,5
Invalidité	8,1
Survie	4,8
Famille/enfants	5,9
Chômage	3,2
Exclusion sociale	2,4
Logement	1,1

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale: la vieillesse, la maladie/soins de santé et l'invalidité absorbent ensemble plus des quatre cinquièmes des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires, en 2019

en milliers

AVS: rentes vieillesse	2 403,8	PP: rentes d'invalidité	113,0
AVS: rentes complémentaires	51,4	AI: rentes d'invalidité	247,2
AVS: rentes survivants	196,1	AI: rentes complémentaires	67,6
PC à l'AV ¹	215,8	PC à l'AI	117,5
PC à l'AS ¹	3,8	AA ² : rentes survivants	17,5
PP: rentes vieillesse	819,9	AA ² : rentes d'invalidité	78,4
PP: rentes de veufs/veuves	190,6	AC ³	106,9

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Assurance-accidents

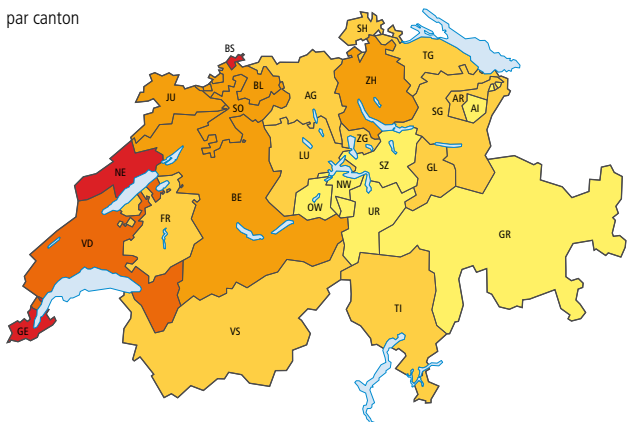
3 Assurance-chômage (moyenne annuelle)

Assurance-maladie

Les primes cantonales moyennes annuelles par assuré dans l'assurance-maladie obligatoire ont passé de 2 487 à 3 772 francs entre 2005 et 2019. En 2019, la prime annuelle moyenne se montait à 4 776 francs par année pour les adultes, à 3 225 francs pour les jeunes adultes et à 1 186 francs pour les enfants. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2019, cette prime atteint en moyenne 5 011 francs dans le canton de Bâle-Ville et 2 619 francs dans celui d'Appenzell Rhodes-Intérieures.

Taux d'aide sociale, en 2019

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 2,9
 3,0 – 4,4
 4,5 – 5,9
 ≥ 6,0
 CH: 3,2

Hausse des dépenses d'aide sociale

En 2018, 8,4 milliards de francs nets ont été dépensés pour l'aide sociale au sens large en Suisse, soit environ 105 millions de francs de plus qu'en 2017 (+1,3%). Environ 60% de ces dépenses étaient imputables aux prestations complémentaires à l'AVS/AI (5,0 milliards de francs) et environ un tiers à l'aide sociale au sens strict (2,8 milliards de francs). Les autres prestations de l'aide sociale au sens large (aides aux personnes âgées et aux personnes invalides, aides aux chômeurs,

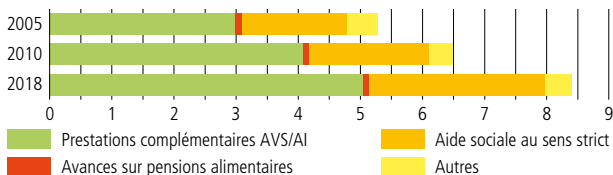
aides à la famille, avances sur pensions alimentaires et aides au logement) ne représentaient ensemble que 6,2% des dépenses.

Les dépenses annuelles moyennes par habitant pour l'aide sociale au sens large ont atteint 983 francs, soit 0,6% de plus qu'en 2017. Les dépenses par bénéficiaire de l'aide sociale au sens strict ont augmenté de 2,4% entre 2017 et 2018, passant de 10 136 francs à 10 324 francs.

L'aide sociale au sens large est financée principalement par les cantons. En 2018, ces derniers ont pris en charge 43,6% des dépenses nettes dans ce domaine; les communes en ont financé 37,3% et la Confédération 18,4%.

Dépenses nettes pour l'aide sociale au sens large

en milliards de francs (prix courants)



Les bénéficiaires de l'aide sociale

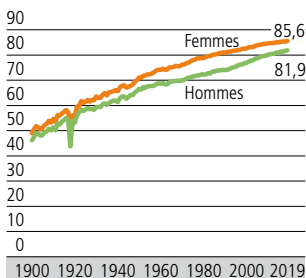
En 2019, 271 400 personnes ont reçu au moins une prestation financière de l'aide sociale économique. Le taux d'aide sociale est resté à 3,2%. Le nombre de bénéficiaires s'est réduit de 2800 personnes par rapport à 2018, ce qui représente une baisse de 1,0%. La diminution est observée dans presque toutes les classes d'âges. Elle est la plus marquée chez les 18 à 25 ans (– 3,9%) et chez les 46 à 55 ans (– 3,1%). Le nombre de dossiers a lui aussi baissé (– 0,9%), notamment ceux concernant les couples sans enfant (– 6,5%). Le recul du nombre de bénéficiaires poursuit donc la tendance amorcée l'année précédente. Les enfants et les adolescents (0 – 17 ans) présentent toujours le taux d'aide sociale le plus élevé (5,2%) par rapport à toutes les autres classes d'âges. Les personnes de nationalité étrangère courent un risque nettement plus important de dépendre de l'aide sociale que celles de nationalité suisse. En 2019, le taux d'aide sociale de la population étrangère se montait à 6,1%, contre 2,2% pour la population suisse. Les divorces influent aussi sur le risque de dépendre de l'aide sociale: 5,2% de toutes les personnes divorcées étaient tributaires de l'aide sociale en 2019. 46,8% des personnes se trouvant à l'aide sociale n'ont pas de formation postobligatoire, tandis que 8,4% ont achevé une formation supérieure ou une formation professionnelle supérieure. Les parts correspondantes dans la population totale atteignent respectivement 15,6% et 39,7%.

Taux d'aide sociale, en 2019 en %

Total	3,2
Classes d'âge	
0 – 17 ans	5,2
18 – 25 ans	3,5
26 – 35 ans	3,7
36 – 45 ans	3,7
46 – 55 ans	3,3
56 – 64 ans	3,0
65 ans ou plus	0,3
Personnes de nationalité suisse	2,2
Hommes	2,3
Femmes	2,1
Personnes de nationalité étrangère	6,1
Hommes	5,7
Femmes	6,4

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Sécurité sociale

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et post-infantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 4,4 ans depuis 1991, chez les hommes de 7,8 ans (2019). Ces

derniers décèdent plus souvent prématurément (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites d'accidents ou de morts violentes, de cancers du poumon et de cardiopathies ischémiques.

Etat de santé auto-évalué en 2017

En 2017, 86% des hommes et 83% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 4% des hommes et des femmes se disant en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne a été absente de son travail durant 8 jours en 2017 à cause d'un problème de santé.

Maladies infectieuses¹, en 2019

Infections gastro-intestinales graves	8 855
Méningite	44
Hépatite B	28
Tuberculose	431
SIDA	81

¹ Nouveaux cas

Accidents, en 2019

	Hommes	Femmes
Professionnels	204 416	74 320
Non professionnels	332 159	241 796

Handicapés¹, en 2019

Fraction de rente	Hommes	Femmes
Quart de rente	5 458	6 221
Demi-rente	14 792	15 022
Trois quarts de rente	7 235	6 832
Rente entière	88 008	74 119

¹ Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès, en 2018

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	32 398	34 690	492,1	344,4
dont:				
Maladies infectieuses	374	432	5,6	4,0
Tumeurs malignes	9 545	7 815	149,1	101,1
Appareil circulatoire	9 418	11 178	134,6	91,4
Cardiopathies ischémiques	3 793	3 054	54,9	25,3
Maladies cérébro-vasculaires	1 444	2 028	20,4	17,4
Appareil respiratoire, toute formes	2 395	2 228	33,8	21,1
Accidents et traumatismes	2 233	1 687	40,0	20,4
Accidents, toutes formes	1 409	1 336	23,6	13,6
Suicides	712	290	14,3	5,7

¹ pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2010	2019
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	3,8	3,3

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2017

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. En 2017, environ 12% des 15 à 39 ans consommaient du cannabis. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important: la population comptait en 2017 quelque 27% de fumeurs, soit 23% des femmes et 31% des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, mais elles sont restées stables depuis la dernière enquête sur la santé, en 2012. La part des personnes consommant quotidiennement de l'alcool a reculé à 11% en 2017 (1992: 20%). 15% des hommes et 7% des femmes consomment de l'alcool quotidiennement.

Prestations, en 2017

	en % ¹	
	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	74,4	87,9
Ont séjourné à l'hôpital	10,6	13,4
Aide et soins à domicile	1,8	3,8

1 Population de 15 ans et plus

Médecins et pharmacies

pour 100 000 habitants

	1990	2000	2019
Médecins ayant un cabinet ¹	153	193	229
Pharmacies	23	23	21

1 Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus, en 2019

	en % ¹		
	Total	Hommes	Femmes
15–59 ans	9,8	8,0	11,7
60–79 ans	24,0	27,0	21,3
80+ ans	45,2	51,6	41,3

1 du groupe de population concerné

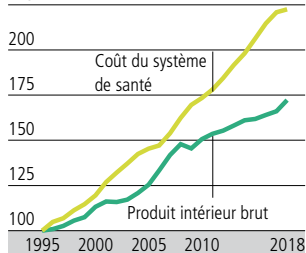
Etablissements médico-sociaux

en milliers

	2010	2019
Nombre de clients: total	138,9	165,0
dont:		
Clients ≥ 80 ans	105,7	123,6
Hommes	26,8	35,5
Femmes	78,9	88,2

Coûts de la santé

225 Indice 1995=100



En 2018, les dépenses pour la santé ont représenté 11,2% du produit intérieur brut, contre 8,6% en 1995. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.).

Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

en millions de francs

	2010	2018
Total	62 565	80 242
Soins curatifs hospitaliers	13 373	15 548
Soins curatifs ambulatoires	15 808	20 753
dont:		
Hôpitaux	4 706	7 123
Médecins	6 091	7 668
Dentistes	3 861	4 414
Réadaptation	2 764	3 823
Soins de longue durée	12 589	16 374
Services auxiliaires ¹	3 322	6 188
Biens de santé ²	10 083	12 214
dont:		
par les pharmacies	6 628	7 344
par les médecins	2 091	2 768
Prévention	1 707	2 126
Administration	2 918	3 216

1 Par ex. examens en laboratoire, radiologie, transport, dès 2010 y compris prestations d'intérêt général

2 Médicaments et appareils thérapeutiques

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Santé

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte dans le degré secondaire I deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes. Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: avec l'harmonisation de la scolarité obligatoire, la durée de la scolarité obligatoire a passé de neuf à onze ans. Dans la majorité des cantons les trois années du cursus pré-primaire qui étaient jusque-là facultatives sont devenues obligatoires. Au-delà des réformes de la scolarité obligatoire, les structures existantes au niveau national ont été revues au cours des deux dernières décennies (introduction de nouveaux types de maturité, création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques, mise en œuvre de la réforme de Bologne). Ces réformes répondent à une demande de formation croissante.

Elèves et étudiants

Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes, en %		
	2000/01	2010/11	2018/19	2000/01	2010/11	2018/19
Total	1 433,5	1 529,6	1 630,9	47,8	48,5	48,5
Scolarité obligatoire	949,0	913,0	954,8	48,7	48,6	48,6
Degré primaire 1–2	148,2	148,9	176,2	48,4	48,7	48,2
Degré primaire 3–8	473,7	436,1	517,9	49,3	49,0	48,6
Degré secondaire I	278,5	290,9	260,7	49,7	49,4	48,7
Degré secondaire II	315,7	358,8	363,0	47,8	47,7	47,1
Degré tertiaire	160,5	257,8	313,1	47,2	49,0	50,1
Form. prof. supérieure	38,7	51,3	60,6	43,1	44,4	44,4
Hautes écoles universitaires	96,7	131,5	152,9	45,6	50,3	51,0
Hautes éc. spéc. (y c. HEP)	25,1	75,0	99,7	25,9	50,8	52,1

Réduction des différences entre les sexes

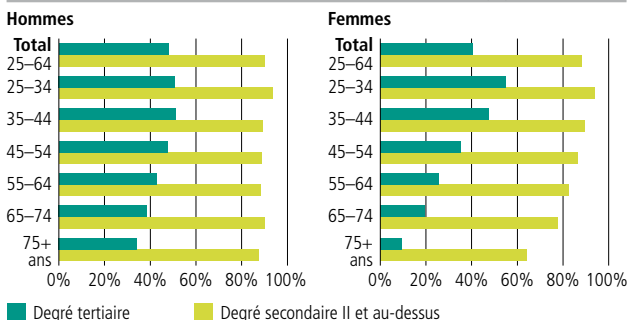
Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. De nos jours, presque autant de femmes que d'hommes commencent et terminent une formation postobligatoire. Alors que le rapport entre le nombre de femmes et d'hommes qui commencent et terminent une formation dans une haute école s'est équilibré, la proportion des hommes qui terminent une formation professionnelle supérieure reste plus élevée que celle des femmes. En moyenne, les hommes continuent de suivre des études plus longues. Durant la scolarité obligatoire, les filles sont moins nombreuses que les garçons à fréquenter des classes de l'enseignement séparatif (classes spéciales des écoles ordinaires et écoles spécialisées) et les programmes à exigences élémentaires du degré secondaire I, mais plus nombreuses dans les programmes à exigences élevées.

Dans la formation professionnelle comme dans les hautes écoles, le choix des filières fait apparaître des différences particulièrement nettes entre les sexes: certaines formations sont suivies essentiellement soit par des femmes soit par des hommes, un fait lié à une conception traditionnelle de leur rôle social. Dans la formation professionnelle, les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans les hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences exactes et naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour

les sciences humaines, les domaines du travail social et de la santé et les arts appliqués.

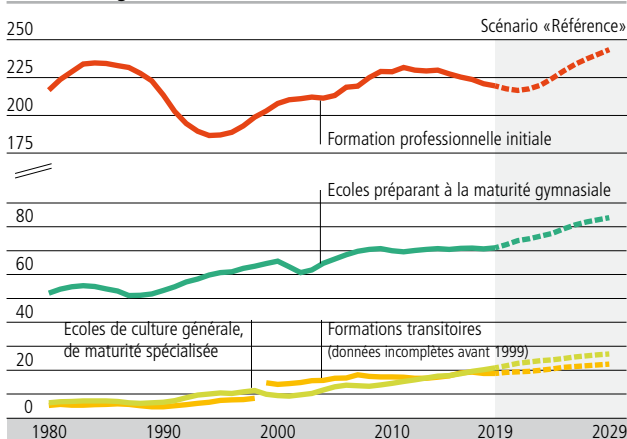
Niveau de formation, en 2019

en % de la population résidente



Elèves du degré secondaire II

En milliers



La participation à la formation augmente

La participation à la formation du degré secondaire II et surtout du degré tertiaire a clairement augmenté durant ces trente dernières années. Cela concerne en particulier les formations qui permettent un accès aux hautes écoles. Ainsi le taux de maturités (gymnasiales, professionnelles et spécialisées) a augmenté de 25,7% en 2000 à 40,9% en 2018.

Dans les hautes écoles, le nombre d'étudiants a plus que doublé entre 2000/01 et 2019/20. Cette progression est surtout due à la création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques.

Par conséquent, on s'attend ces prochaines années à une ostensible élévation du niveau de formation de la population suisse attendue pour ces prochaines années. La part des personnes détentrices d'un diplôme du degré tertiaire au sein de la population âgée de 25 à 64 ans devrait en effet passer de 44% en 2019 à 51% en 2030

Quelques titres de formation, en 2019

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certificat maturité gym-nasiale	18 873	57,0
Certificat maturité profes.	14 524	46,9
Certif. form. prof. initiale LFPr ¹	67 959	44,5
Degré tertiaire		
Formation profes. supérieure		
Diplôme école supérieure	9 732	49,0
Diplôme fédéral	2 876	33,0
Brevet fédéral	14 717	40,4
Hautes écoles spécialisées (y c. HEP)		
Diplôme	1 074	51,2
Bachelor	17 481	55,3
Master	4 807	55,5
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	101	77,2
Bachelor	14 771	52,7
Master	14 365	51,3
Doctorat	4 307	45,8

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

Enseignants (2018/19) et personnel des hautes écoles, en 2019

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Scolarité obligatoire ¹	60 792	76,1
Degré primaire 1–2	9 257	94,9
Degré primaire 3–8	31 686	83,1
Degré secondaire I	19 849	55,5
Degré secondaire II ²	17 560	44,4
Hautes écoles univ.	44 958	43,6
Professeurs	4 186	23,8
Autres enseignants	2 662	31,5
Assistants ³	23 005	41,7
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)	18 268	45,3
Professeurs	1 840	29,4
Autres enseignants	6 195	41,9
Assistants ³	4 605	40,8

1 Sans enseignement séparatif, comptage double non exclu

2 Formation générale et professionnelle

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation, en 2018

en milliards de francs

Total	38,9
dont rémunérations	25,8
Scolarité obligatoire (y c. prés-colarité)	17,2
Ecoles spéciales	1,9
Form. professionnelle initiale	3,5
Ecoles de formation générale	2,4
Form. professionnelle supérieure	0,5
Hautes écoles	8,4
Inclassable	0,7

Formation continue

La majorité de la population suisse (presque 80% de la population résidante permanente âgée de 25 à 64 ans) a suivi en 2016 au moins une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Il est à relever que l'intégration au marché du travail et le niveau de formation influent positivement sur la participation à la formation continue.

La Suisse très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 3% de son PIB consacrés à la R-D (2017), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2017, quelque 21 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 67%, les hautes écoles pour 30%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 3%. Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2019, elles y ont consacré plus de 15,8 milliards de francs, soit un montant plus important que les 15,5 milliards de francs dépensés en Suisse-même.

► www.statistique.admin.ch →

Trouver des statistiques → Education et science

Internet et téléphonie mobile
L'essor de la téléphonie mobile a précédé celui d'Internet à la fin du 20^e siècle, avant la convergence vers l'internet mobile. En témoignent le nombre de contrats de téléphonie mobile permettant l'accès à l'Internet, qui est passé de 3,4 millions en 2010 à 8,6 millions en 2019, et le volume de données transférées sur les réseaux mobiles, multiplié par 135 entre 2010 et 2019. Le nombre d'utilisateurs réguliers d'Internet âgés de 14 ans et plus est passé de 0,7 million en 1998 à 6 millions début 2020. Le e-commerce est en plein développement. En 2019, 5,3 millions de personnes ont effectué un achat en ligne au cours des 12 derniers mois, une augmentation de 50% depuis 2010.

Monuments historiques, musées et bibliothèques
En 2016, près de 75 000 monuments historiques étaient protégés en Suisse, dont près de 4% d'importance nationale. Près d'un monument protégé sur dix était un édifice sacré. En 2019 on recensait 1129 musées en Suisse avec 75,2 millions d'objets et 14,2 millions d'entrées. Les dix bibliothèques de Suisse ayant la plus grande offre en 2019 totalisent près de 55,8 millions de documents.

Paysage cinématographique

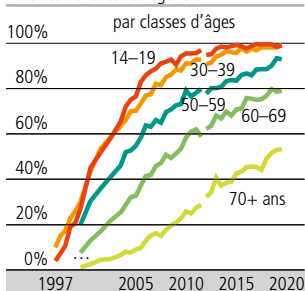
En 2019, la Suisse compte 269 cinémas avec 605 salles totalisant 12,5 millions d'entrées. Au début des années 2000, environ 1300 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 2000. Durant cette période, la part des films suisses a augmenté de 10% à 15% environ. La part de marché des films suisses est d'environ 5% en moyenne depuis 2000.

Pratiques culturelles

En 2019, la population suisse a surtout visité des monuments et des sites (74%), assisté à des concerts (72%), visité des musées et expositions (71%) et s'est rendue au cinéma (67%). La fréquentation des festivals a le plus augmenté en cinq ans, avec 47% (contre 38% en 2014). 65% de la population pratique une activité culturelle en amateur en 2019.

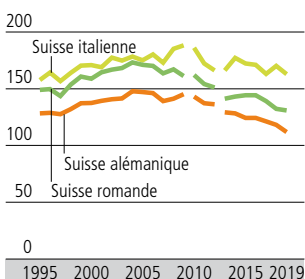
Utilisation d'internet

Part des utilisateurs réguliers¹



1 Personnes utilisant internet plusieurs fois par semaine. Source: Net-Metrix-Base, OFS

Utilisation de la télévision en minutes par jour et par habitant



Source: Mediapulse SA, à partir de 2013 Kantar Media, 1983-2012 Telecontrol (base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu-di))

Ecoute de la radio

en minutes par jour et par habitant

	2009	2014	2019
Suisse alémanique	119	105	96
Suisse romande	106	86	78
Suisse italienne	108	102	94

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu-di))

Le manque de temps (50%), de moyens financiers (32%) ou d'intérêt (29%) sont les raisons les plus évoquées par la population pour effectuer des (ou davantage de) sorties culturelles.

Economie culturelle

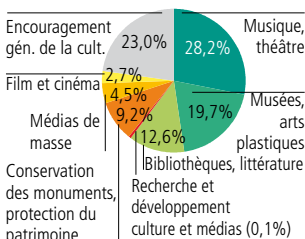
En 2018, l'économie de la culture comptait 63 639 entreprises (66 122 établissements), ou 10,5% des entreprises de l'économie nationale. Elles totalisaient 234 494 emplois (161 433 équivalents plein temps), ou 4,5% de tous les emplois. En tout, il y avait en Suisse 312 000 travailleurs culturels, y c. les personnes sans métier culturel dans ce secteur et celles avec un métier culturel en dehors. Le secteur marchand de l'économie culturelle a produit en 2018 une valeur ajoutée de 15,2 milliards de francs aux prix courants ou 2,1% du PIB.

Dépenses des ménages privés pour la culture et les médias

En 2018, les dépenses culturelles et médiatiques totales des ménages privés étaient d'environ 15,8 milliards de francs, soit 347 francs par mois et par ménage. Cela représente 6,5% des dépenses de consommation totales des ménages privés. Les dépenses dans le domaine des médias, y compris abonnements TV et Internet, représentaient une grande partie des dépenses culturelles totales: presque 85% (ou 13,3 milliards de francs). En dehors des médias, le principal poste concerne le théâtre et les concerts, avec 698 millions de francs.

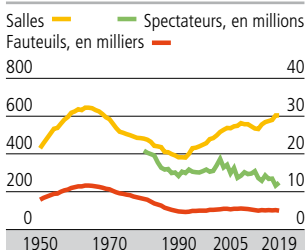
Affectation des dépenses publiques selon les domaines culturels, en 2018

Communes, cantons et Confédération



Source: OFS/Administration féd. des finances (AFF)

Cinéma



Financement de la culture par les pouvoirs publics

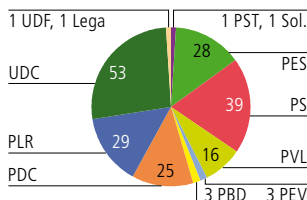
En 2018, plus d'un quart des montants versés par la Confédération, les cantons et les communes pour financer la culture a été consacré au domaine «Musique et théâtre» (831 millions de francs). Le domaine «Musées et arts plastiques» a obtenu 579 millions. Suivent les domaines «Bibliothèques et littérature», «Conservation des monuments et protection du patrimoine», «Médias de masse» et «Film et cinéma», avec des montants de respectivement 371, 271, 134 et 80 millions de francs. Avec plus de 700 millions de francs, les cantons ont été les principaux subventionneurs en 2018, suivis des communes (600 millions) et de la Confédération (200 millions de francs).

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Culture, médias, société de l'information, sport

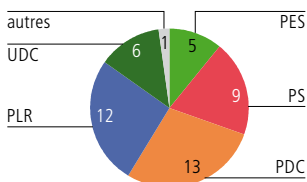
Le système politique

La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2016: 2 PLR, 2 PS, 2 UDC, 1 PDC). Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations populaires.

Conseil national 2019: mandats



Conseil des Etats 2019: mandats



Elections au Conseil national 2019

	Force électorale en %	Mandats	Femmes	Hommes	Part des femmes en %
PLR	15,1	29	10	19	34,5
PDC	11,4	25	7	18	28,0
PS	16,8	39	25	14	64,1
UDC	25,6	53	13	40	24,5
PVL	7,8	16	8	8	50,0
PBD	2,4	3	1	2	33,3
PES	13,2	28	17	11	60,7
Autres ¹	7,3	7	3	4	42,9

¹ 1 PEV (3 mandats, 2 femmes), PCS, PST (1 mandat), Sol. (1 mandat, 1 femme), DS, UDF (1 mandat), Lega (1 mandat), MCR. Abréviations: voir plus bas

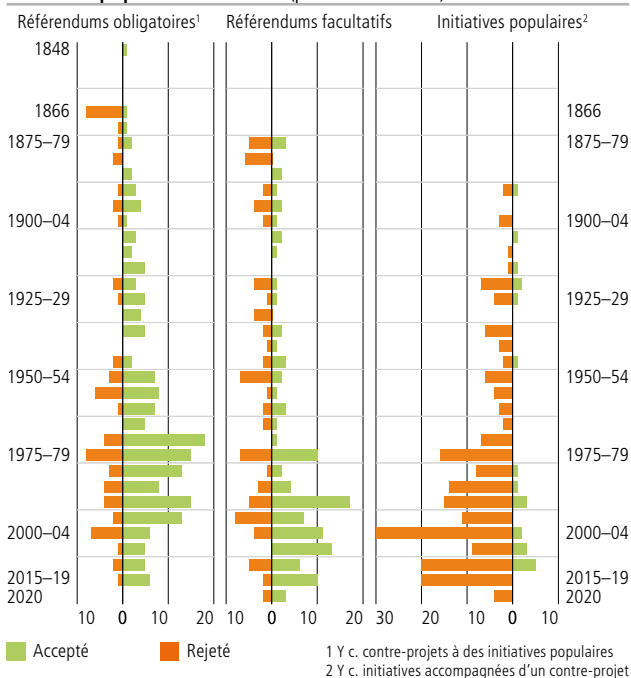
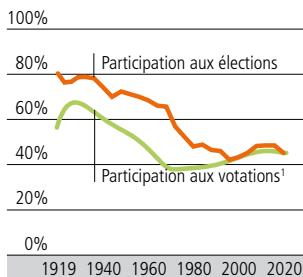
Elections au Conseil national 2019

Les deux partis écologistes, soit les Verts (PES) et les Vert'libéraux (PVL), signent la plus forte progression en terme de suffrages au Conseil national 2019. Le PES a accru sa force de parti de 6,1 points, atteignant 13,2%, et le PVL de 3,2 points, se situant ainsi à 7,8%. Le grand perdant des élections du Conseil national de 2019 a été l'Union démocratique du centre (UDC) avec un recul de 3,8 points. Cependant, il représente toujours 25,6% des suffrages exprimés et reste de loin le parti le plus fort au Conseil national. À l'instar de l'UDC, les trois autres partis gouvernementaux PLR, PDC et PS ont essuyé des pertes en termes de force de parti. Dans l'absolu, pour ces trois partis, ce sont les pires résultats de leur histoire.

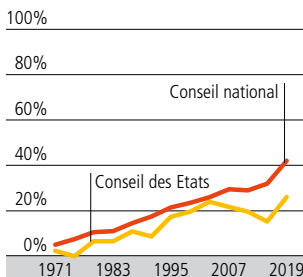
Abréviations des partis

PLR Parti libéral-radical ¹	PCS Parti chrétien-social	DS Démocrates suisses
PDC Parti démocrate-chrétien suisse	PVL Parti vert-libéral	Lega Lega dei ticinesi
PS Parti socialiste suisse	PST Parti suisse du travail	MCR Mouvement Citoyens Romand
UDC Union démocratique du centre	Sol. SolidaritéS	
PBD Parti bourgeois-démocratique	PES Parti écologiste suisse	
PEV Parti évangélique populaire	UDF Union démocratique fédérale	

¹ En 2009, fusion du parti radical-démocratique suisse (PRD) avec le PLS sous la dénomination «PLR. Les Libéraux-Radicaux»

Votations populaires fédérales (par classes de 5 ans)**Participation**

1 Tendence (régression robuste basée sur toutes les votations 1919-2020)

Part des femmes élues**Participation aux votations et élections fédérales**

La participation aux élections au Conseil national, qui était de 80% en 1919, a plutôt diminué jusqu'au milieu des années 1990 avec une valeur minimale à 42%, avant de se stabiliser et même de remonter, atteignant plus de 48% en 2015. Puis en 2019, pour la première fois, la participation baisse à nouveau (45%). Quant à la participation aux votations, elle est soumise à de fortes fluctuations liées aux enjeux des scrutins. En baisse jusque dans les années 1980, puis relativement stable, on observe une légère augmentation au cours des cinq dernières années (46%) en comparaison du taux de participation des années 1990 (43%) et 1980 (40 %).

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Politique

Comptes des administrations publiques¹

en milliards de francs

	Recettes			Dépenses			Solde		
	2000	2010	2019	2000	2010	2019	2000	2010	2019
Total²	165,5	195,1	232,9	153,7	192,6	229,6	11,8	2,5	3,4
Confédération	53,1	64,7	77,0	49,3	61,6	72,2	3,8	3,1	4,8
Cantons	63,2	77,2	93,8	60,3	76,0	96,3	2,8	1,2	-2,5
Communes	42,1	42,7	50,3	40,6	43,1	49,9	1,5	-0,4	0,4
Assurances sociales	44,9	54,4	64,7	41,6	55,8	64,0	3,4	-1,4	0,7

1 Selon le modèle SF (national)

2 Doubles imputations non comprises dans le total

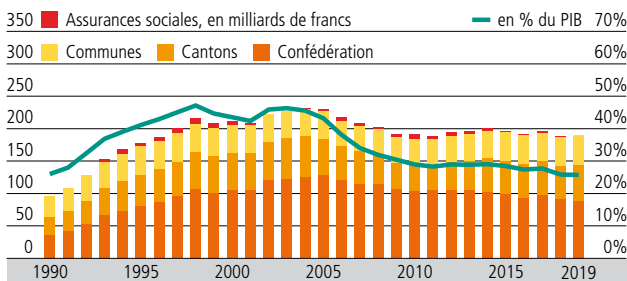
Dettes des administrations publiques¹

en milliards de francs

	1990	2000	2010	2015	2018	2019
Total²	95,9	205,8	182,4	192,4	185,5	187,2
Confédération	36,5	104,5	104,0	98,2	91,0	88,0
Cantons	26,7	57,7	40,9	51,6	51,0	55,4
Communes	32,8	43,7	38,9	43,9	44,7	45,3
Assurances sociales	—	5,7	7,4	2,6	1,2	0,3

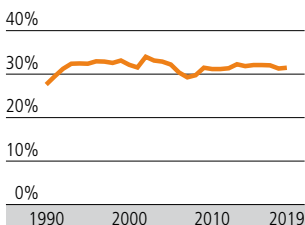
1 Selon le modèle SFP (international)

2 Doubles imputations non comprises dans le total

Dettes des administrations publiques

La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pour-cent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques. Depuis les années 1970, la quote-part de l'Etat a continuellement augmenté pour atteindre une valeur record

en 2002, avec 34,0%, alors qu'elle se situait encore à 27,6% en 1990. Dans les années 2003 à 2008, elle a été réduite provisoirement grâce à la très bonne conjoncture économique et à diverses mesures d'allègement. Depuis 2009, la quote-part de l'Etat est repartie à la hausse

Quote-part de l'Etat en % du PIB

suite à un contexte économique et financier difficile, mais elle reste inférieure à 33%. La Suisse a l'une des quotes-parts les plus basses de tous les pays de l'OCDE. Certains pays européens affichent des quotes-parts nettement plus élevées, proches de 50% ou supérieures

Le taux d'endettement suisse au sens de Maastricht est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Les déficits importants qui se sont succédés dans les années 1990 ont gonflé la dette publique de manière spectaculaire. Celle-ci a doublé en une décennie et a atteint la valeur record de 229,7 milliards de francs à la fin de 2004. Le taux d'endettement présente depuis lors une tendance à la baisse. Grâce à l'évolution conjoncturelle positive qui prévaut depuis le milieu de 2008, à la redistribution des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse et à diverses mesures structurelles (programme d'allègement budgétaire, freins aux dépenses et à l'endettement, etc.), les ménages publics ont vu leurs dettes se réduire continuellement jusqu'en 2011. A la fin de 2018, le taux d'endettement était de 25,8%.

Recettes des administrations publiques¹

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2015	2018
Total	195,1	216,1	228,6
Recettes ordinaires	195,1	215,5	228,4
Recettes d'exploitation	184,2	204,9	217,8
Recettes fiscales	162,8	181,5	193,7
Patentes et concessions	4,0	3,8	3,7
Compensations	16,5	18,1	18,2
Recettes diverses	0,4	0,9	1,5
Recettes de transfert	0,5	0,6	0,7
Recettes financières	8,8	8,4	7,9
Recettes d'investissement	2,1	2,2	2,7
Recettes extraordinaires	0,0	0,6	0,2
Recettes extraordinaires	0,0	0,5	0,2
Recettes d'investissement extraordinaires	0,0	0,1	0,0

1 Selon le modèle SF (national)

Dépenses des administrations publiques par fonction¹

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2015	2018
Total	192,6	214,5	220,5
Administration générale	13,9	18,7	16,1
Ordre et sécurité publique, défense	14,5	16,1	16,9
Formation	32,7	36,8	38,9
Culture, sport et loisirs, église	6,3	6,8	7,1
Santé	11,4	14,3	15,3
Sécurité sociale	75,3	83,9	88,2
Trafic et télécommunications	16,6	16,9	16,8
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	5,8	6,1	6,3
Economie publique	7,6	8,8	8,8
Finances et impôts	8,7	6,1	6,0

1 Selon le modèle SF (national)

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Administration et finances publiques

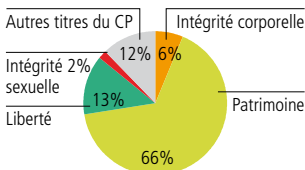
► www.efv.admin.ch → Thèmes → Statistique financière

Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces statistiques de la criminalité dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice, ainsi que de la propension de la population à dénoncer des actes délictueux. Dès lors, l'influence de ces différents facteurs est difficile à quantifier.

Dénoncations

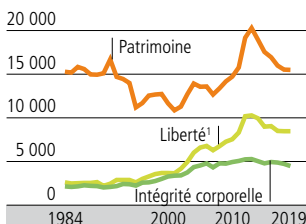
En 2019, la statistique policière de la criminalité a recensé un total de 432 000 infractions relevant du Code pénal (CP), 75 757 infractions à la loi sur les stupéfiants (LStup) et 37 024 infractions à la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI). Le taux d'élucidation atteignait 94% pour les homicides, mais n'avoisinait que 24% pour les infractions contre le patrimoine. Dans le domaine de la violence domestique, 19 669 infractions ont été enregistrées. La moitié de ces infractions s'est produite dans une relation de couple. La ventilation des prévenus selon la nationalité et le type d'autorisation de séjour montre que les personnes de nationalité suisse représentaient une part de 49% parmi les prévenus pour infraction au CP et de 54% parmi ceux pour infraction à la LStup. Dans ces deux catégories de prévenus, les personnes de nationalité étrangère ayant une résidence permanente en Suisse formaient une part respective de 32% et de 23%; tandis que la part des prévenus étrangers sans résidence permanente était de 20% et de 22% respectivement. Dans le domaine de la loi sur les étrangers et l'intégration, 83% des prévenus ne résidaient pas en Suisse.

Infractions selon le titre du Code pénal, en 2019

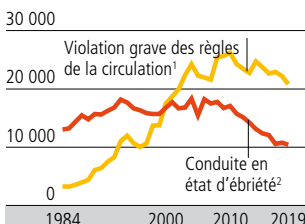


Condamnations

Jusqu'au milieu des années 1980, on dénombrait chaque année un peu plus de 45 000 condamnations d'adultes. Ce chiffre a entretemps plus que doublé pour avoisiner 105 000 en 2019. L'évolution est très variable selon la loi en vertu de laquelle les condamnations ont été prononcées. Le nombre de condamnations selon le CP a enregistré une diminution de 13% depuis le pic de 2013. Entre 1984 et 2014, l'intensification des contrôles a conduit à un plus grand nombre de condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR). Toutefois, celui-ci a diminué de 6% depuis 2014. Dans le domaine de la loi sur les stupéfiants on constate un recul du nombre de condamnations depuis 2015 (-23%). Depuis 2013, le nombre de condamnations pour infractions à la loi sur les étrangers est tombé de 15% pour se situer à 16 500 en 2019.

Choix d'infractions CP

1 Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

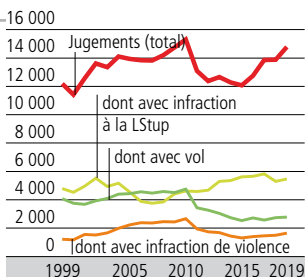
Choix d'infractions LCR

1 Art. 90 ch. 2 LCR

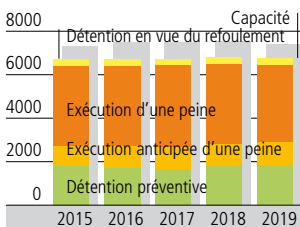
2 Avec un taux d'alcool qualifié (Art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

Jugements pénaux des mineurs

Le nombre de jugements pénaux prononcés contre les mineurs s'élève à 14 773 en 2019, soit une hausse de 6% par rapport à l'année précédente. On observe une tendance à la hausse pour les infractions de violence (+11%), ainsi que pour le trafic des stupéfiants (+13%) et pour les infractions à la loi sur la circulation routière (+13%).

**Privation de liberté**

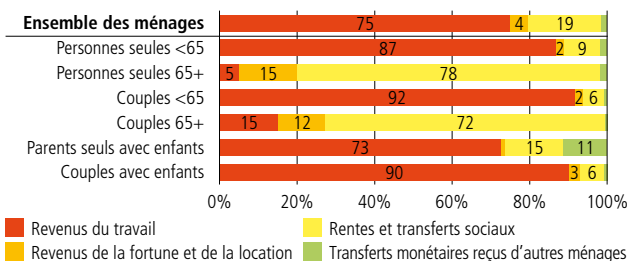
Au jour de référence, le 31 janvier 2019, la Suisse comptait 102 établissements de privation de liberté, qui regroupaient au total 7 394 places. Le même jour, 6 943 places étaient occupées par des personnes incarcérées. Parmi ces personnes, 66% exécutaient une peine, 27% se trouvaient en détention provisoire, 4% étaient détenues pour des mesures de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 3% restants l'étaient pour d'autres raisons.

Effectifs selon le type de détention**Récidive**

Le taux de recondamnation des adultes condamnés pour crimes et délits se situait à 17% en 2015, pour une période d'observation de trois ans (autrement dit jusqu'en 2018). Les taux de recondamnation les plus faibles ont été observés parmi les personnes n'ayant jamais été condamnées auparavant (13%).

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Criminalité et droit pénal

Composition du revenu brut selon le type de ménage, 2015–2017



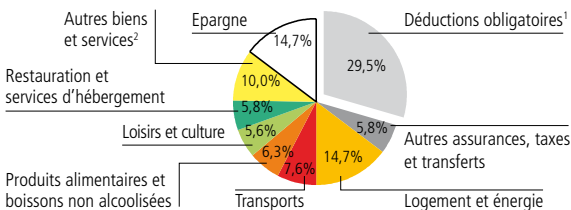
Budget des ménages: revenus

Si l'on considère l'ensemble des ménages, les revenus du travail forment l'essentiel (75%) du revenu des ménages. Viennent ensuite les rentes provenant des premier et deuxième piliers ainsi que les autres prestations sociales, avec une part de 19%. La part restante est constituée des revenus de la fortune et des transferts issus d'autres ménages. Le tableau est plus différencié si l'on s'intéresse à la composition du revenu des ménages selon le type de ménage. A titre d'exemple, si les revenus des ménages composés de personnes de 65 ans ou plus proviennent certes en majorité de rentes, les revenus du travail et ceux de la fortune jouent cependant un rôle non négligeable. Les revenus issus de transferts d'autres ménages représentent une importante source de revenus uniquement pour certains types de ménage, comme les ménages monoparentaux (part moyenne de 11%).

Budget des ménages: dépenses

La composition des dépenses varie moins. Les dépenses obligatoires forment le poste le plus important, avec une part de 29% du revenu brut. Dans les dépenses de consommation, celles consacrées au logement arrivent en tête (15%). Les dépenses pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, pour les transports ainsi que pour les loisirs et la culture constituent d'autres postes de dépenses importants. Après déduction de toutes les dépenses, il reste en moyenne 15% du revenu brut comme montant à épargner. Mais les différences sont parfois considérables selon le type de ménage. Les ménages de personnes de 65 ans ou plus épargnent moins en moyenne que les ménages composés de personnes plus jeunes. Parfois, ils dépensent même davantage que ce dont ils disposent. Autrement dit, ils financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Composition du budget des ménages, 2015–2017



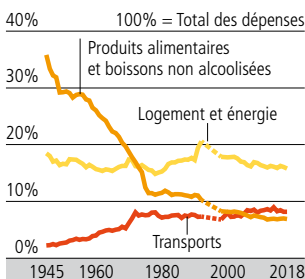
¹ Impôts, cotisations aux assurances sociales, primes de l'assurance-maladie de base, transferts monétaires versés à d'autres ménages

² Moins les revenus sporadiques

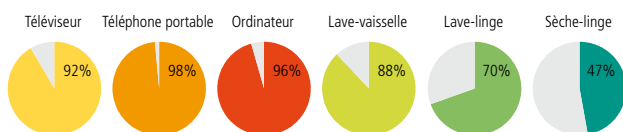
Les dépenses des ménages au fil du temps

La composition des dépenses des ménages s'est fortement modifiée au fil du temps. Ces changements sont nettement plus importants que les différences entre les ménages aujourd'hui. Ainsi, la part des dépenses pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentait 35% de l'ensemble des dépenses en 1945, contre 7% actuellement. A l'inverse, la part des dépenses pour les transports, par exemple, s'est accrue dans cet intervalle, passant de 2% à 8%.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Equiperment en biens de consommation, en 2018

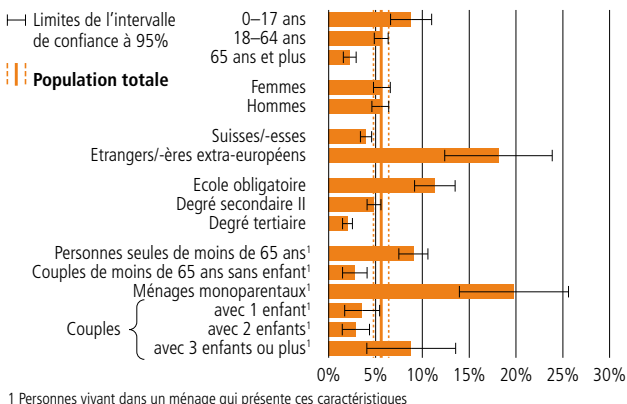


Equiperment en biens de consommation

Si l'on détermine l'équipement des ménages sur la base d'une sélection de biens de consommation durable, on constate que les ménages en Suisse sont très bien lotis dans le domaine des technologies de l'information. 96% des personnes vivent dans un ménage équipé d'un ordinateur et 98% dans un ménage équipé d'un téléphone portable. Ces parts sont en constante augmentation: en 1998, seules 55% des personnes vivaient dans un ménage équipé d'un ordinateur. Les parts progressent aussi dans le domaine des appareils électroménagers, notamment pour les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge. En 2018, 88% des personnes disposaient d'un lave-vaisselle à la maison, contre seulement 61% en 1998.

Taux de privation matérielle

selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2018



Privations matérielles

Ne pas posséder un bien durable ne signifie pas obligatoirement avoir dû y renoncer pour des raisons financières. En 2018, moins de 2% des personnes vivant en Suisse doivent renoncer à un ordinateur pour de telles raisons. Pour ce qui est d'une voiture à usage privé, cette proportion s'élève à 5%. Une des privations les plus fréquentes est liée à l'absence de réserves financières: 20,7% des personnes vivant dans un ménage privé n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue d'un montant de 2500 francs. Viennent ensuite les privations liées aux nuisances perçues par rapport au logement et à ses alentours: 17,2% de la population considère subir des nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique, 7,9% des problèmes de délinquance, de violence ou de vandalisme et 9,9% vit dans un logement trop humide. En outre, 9,6% de la population n'a pas les moyens de s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile.

Pauvreté monétaire et risque de pauvreté

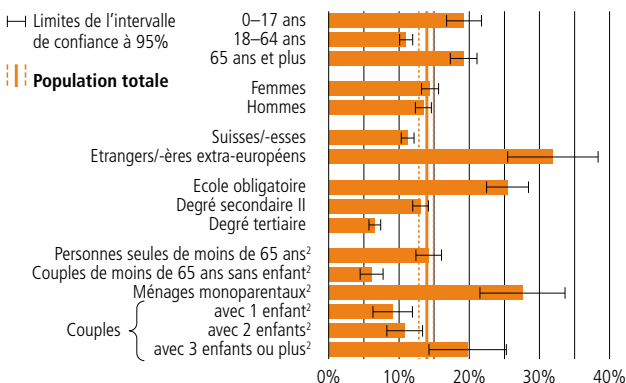
En 2018, 7,9% de la population résidente permanente vivant en ménage privé était touchée par la pauvreté, soit 660 000 personnes. Le seuil de pauvreté moyen était de 2286 francs par mois pour une personne seule et de 3968 francs par mois pour un ménage de deux adultes avec deux enfants. Selon le concept relatif du risque de pauvreté, la part de la population touchée par le risque de pauvreté était de 13,9%, soit environ 1 165 000 personnes. Le seuil de risque de pauvreté (60% de la médiane du revenu disponible équivalent) était, pour une personne seule, de 2495 francs par mois et, pour deux adultes avec deux enfants, de 5240 francs.

La pauvreté des personnes actives occupées

Les personnes vivant dans un ménage à forte participation au marché du travail présentent en général les taux de pauvreté les plus faibles. Le fait d'être bien intégré dans la vie active offre déjà une protection efficace contre la pauvreté. Il reste qu'en 2018, 133 000 personnes, soit 3,7% de la population active occupée, étaient touchées par la pauvreté alors qu'elles avaient un emploi. La pauvreté chez les actifs occupés peut s'analyser surtout en termes de sécurité et d'insécurité professionnelle (à long terme): la pauvreté est plus fréquente lorsque les conditions de travail et les formes d'emploi sont nettement ou tendanciellement peu sûres.

Taux de risque de pauvreté¹

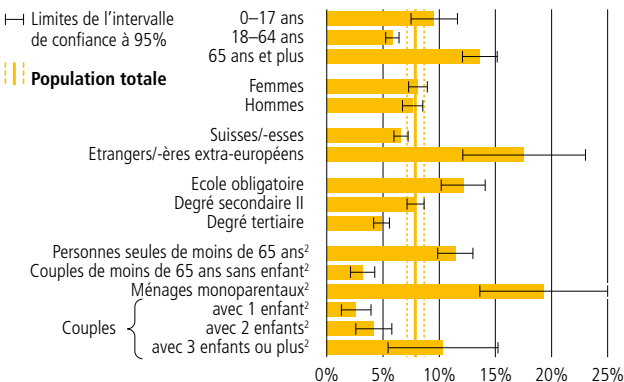
selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2018



¹ Calculé sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle

² Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Taux de pauvreté¹ selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2018



1 Calculé sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle

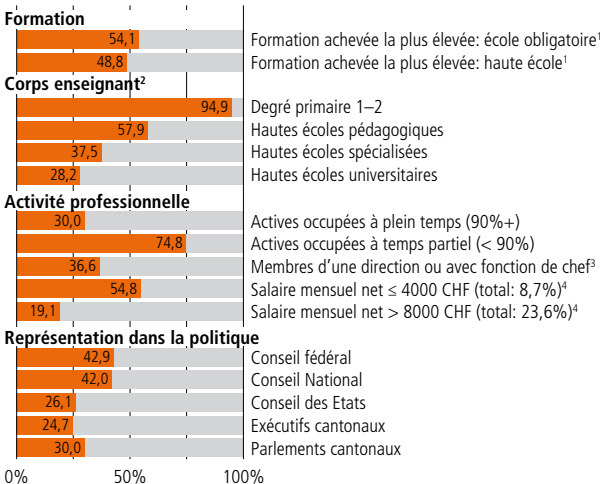
2 Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Inégalités de répartition des revenus

Les inégalités de répartition des revenus sont évaluées sur la base du revenu disponible équivalent. Ce dernier se calcule en retirant les dépenses obligatoires du revenu brut du ménage et en divisant le revenu disponible ainsi obtenu par la taille d'équivalence du ménage. Le revenu disponible équivalent est donc un indice du niveau de vie des personnes, indépendamment du type de ménage dans lequel elles vivent. En 2018, les 20% les plus riches disposent d'un revenu disponible équivalent moyen 4,3 fois supérieur à celui des 20% les plus pauvres.

Chiffres clés concernant l'égalité entre femmes et hommes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2018–2021)



0% 50% 100%

1 Population résidente de 25 à 64 ans

2 Enseignantes à l'école enfantine ou au cycle élémentaire (1re et 2e années) et autres enseignantes des hautes écoles

3 Salariées




4 Salariées occupées à plein temps, économie totale

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Situation économique et sociale de la population

Monitoring des objectifs de l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 des Nations Unies constitue un nouveau cadre de référence mondial qui guide l'action de la Suisse en matière de développement durable. Le système d'indicateurs MONET 2030 a été étendu de manière à suivre la mise en œuvre en Suisse des 17 objectifs de cet Agenda. Vingt-trois indicateurs, particulièrement significatifs, ont été désignés «indicateurs-clés». Dix-sept d'entre eux, un par objectif, sont présentés ci-après.

Tendance:

-  Positive (vers l'objectif de développement durable)
-  Négative (contraire à l'objectif de développement durable)
-  Indifférente

-    Evolution visée
-    Evolution observée

Objectif 1: Pas de pauvreté Le taux de pauvreté augmente	  
Objectif 2: Faim «zéro» Le bilan d'azote de l'agriculture diminue	  
Objectif 3: Bonne santé et bien-être Les années potentielles de vie perdues diminuent	  
Objectif 4: Education de qualité Les compétences en lecture des jeunes s'améliorent	  
Objectif 5: Egalité entre les sexes L'écart salarial entre femmes et hommes se réduit peu à peu	  
Objectif 6: Eau propre et assainissement Pas de modification notable des nitrates dans les eaux souterraines	  
Objectif 7: Energie propre et d'un coût abordable La part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie augmente	  
Objectif 8: Travail décent et croissance économique Le taux de jeunes ni en emploi, ni en formation diminue	  
Objectif 9: Industrie, innovation et infrastructure L'intensité matérielle diminue	  
Objectif 10: Inégalités réduites La distribution des revenus entre les plus riches et les plus pauvres n'évolue pas de manière significative	  
Objectif 11: Villes et communautés durables Pas de modification notable dans la part des coûts du logement dans le budget des ménages les plus pauvres	  
Objectif 12: Consommation et production responsables La production totale de déchets urbains augmente	  
Objectif 13: Mesures contre les changements climatiques La diminution des émissions de gaz à effet de serre ne correspond pas entièrement à celle qui serait nécessaire pour atteindre l'objectif fixé	  
Objectif 14: Vie aquatique La charge d'azote exportée dans le Rhin à Bâle diminue	  
Objectif 15: Vie terrestre Les populations d'oiseaux nicheurs qui sont menacées de disparaître diminuent	  
Objectif 16: Paix, justice et institutions efficaces Le nombre de victimes d'infractions de violence grave n'évolue pas de manière significative	  
Objectif 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs L'aide publique au développement augmente	  

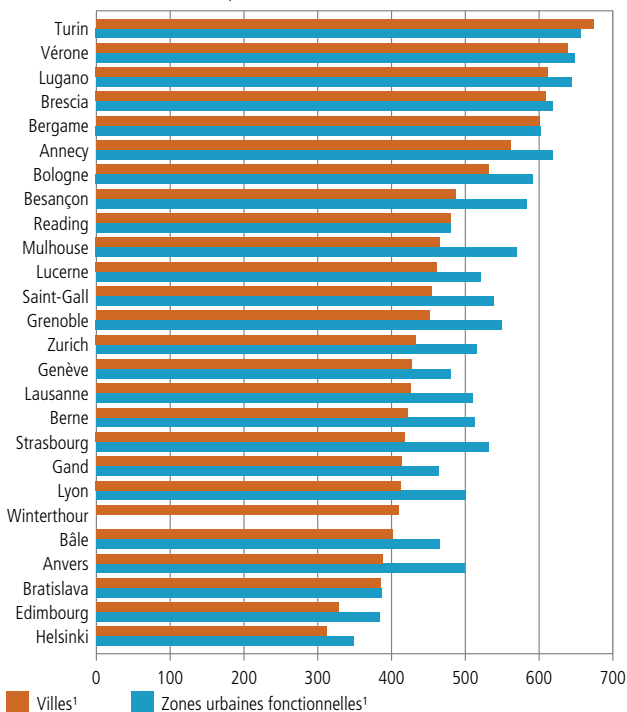
► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques →
Développement durable

City Statistics: la qualité de vie dans les villes

Le projet d'envergure internationale «City Statistics» (géré par Eurostat), auquel participe la Suisse, fournit des informations et des points de comparaison sur plusieurs aspects des conditions de vie dans les villes européennes. Un indicateur est présenté ici à titre d'exemple pour un choix de villes..

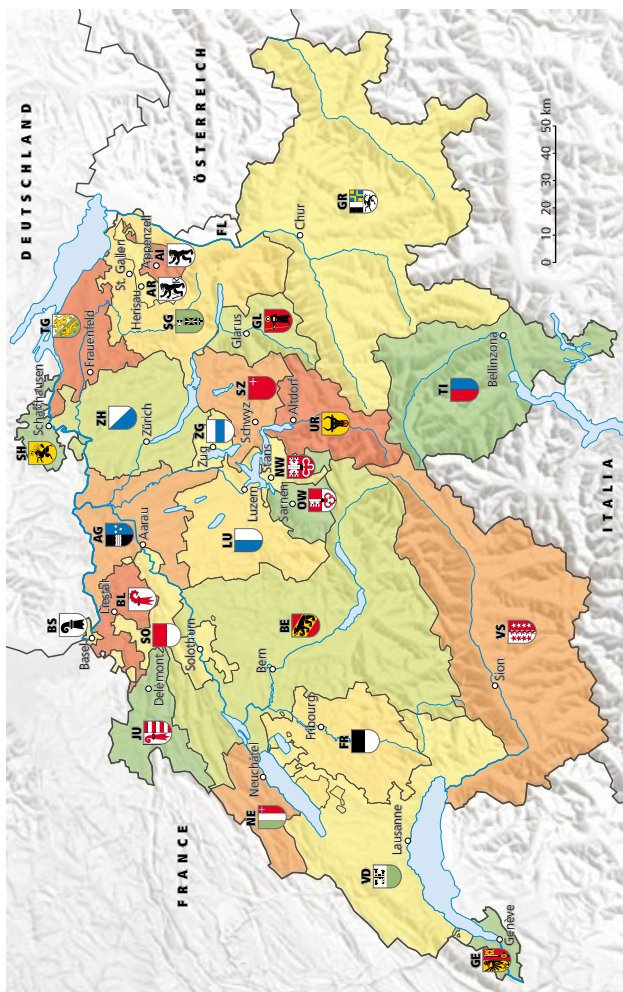
Taux de motorisation, en 2017

Nombre de voitures de tourisme pour 1 000 habitants



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Thèmes transversaux → City Statistics

La Suisse et ses cantons



26 cantons
143 districts
2172 communes
Etat: 01.01.2021
o Chef-lieu de canton

Abréviations des cantons: cf. tableau page 4

Annuaire statistique de la Suisse 2021

Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse décrit toutes les facettes de la situation sociale et économique de la Suisse et contient des tableaux et des aperçus illustrés sur tous les thèmes de la statistique publique. Cet ouvrage bilingue allemand-français donne par ailleurs une vue d'ensemble des principales informations statistiques en anglais et en italien. Certains aspects des anciens recensements sont présentés sous forme de cartes dans un chapitre séparé.

Edité par l'Office fédéral de la statistique, 688 pages reliées, Fr. 120.—. Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro.
e-mail: nzz.libro@nzz.ch



Statistiques des villes suisses 2021

171 villes et communes urbaines ont au total servi de base à cet annuaire. Parmi elles figurent les 162 villes statistiques ainsi que neuf autres membres de l'Union des villes suisses (UVS) qui présentent un aspect urbain de par leur tradition ou leur évolution. Le 82^e numéro des «Statistiques des villes suisses» paraît de nouveau en collaboration avec l'Union des villes suisses. L'OFS est responsable d'environ trois quarts des données de cette annuaire, alors que la compétence rédactionnelle incombe à l'Union des villes suisses.

Edité par l'Office fédéral de la statistique et l'Union des villes suisses, Fr. 40.— (pour les membres de l'UVS Fr. 30.—). Disponible sur le site de l'Union des villes suisses (version bilingue français/allemand), www.uniondesvilles.ch, e-mail: info@staedteverband.ch



Le Portail Statistique Suisse **www.statistique.ch**, entièrement adaptatif pour les supports mobiles, contient l'ensemble de l'offre en ligne de l'OFS, notamment les communiqués de presse, publications, résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs, graphiques, infographies, tableaux et cubes de données interactives à télécharger, ou encore les cartes et atlas produits par l'OFS. On y accède via la rubrique «Catalogues et banques de données» sous «Trouver des statistiques». Le site existe en allemand, français, italien et anglais, et propose en outre des informations générales en romanche.



Autres sources d'informations:

- Recevez les communiqués de presse de l'OFS par courrier électronique.
Pour s'abonner: www.news-stat.admin.ch
- Quoi de neuf sur le portail statistique? Les publications les plus récentes de l'OFS classées par thèmes: www.statistique.ch → Actualités → Quoi de neuf?
- Le Centre d'information statistique de l'OFS répond à vos questions:
tél. +41 58 463 60 11 ou e-mail: info@bfs.admin.ch